

cheminements

Sous la direction de Marc St-Hilaire et Richard Marcoux



Quebec. Cote d'Abraham.

Population et urbanisation au Québec et au Canada, XIX^e et XX^e siècles

cheminements

Sous la direction de Marc St-Hilaire et Richard Marcoux

**Population et urbanisation
au Québec et au Canada,
XIX^e et XX^e siècles**

Cet ouvrage est réalisé grâce au soutien financier du FQRSC.

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives Canada

Vedette principale au titre:

Population et urbanisation au Québec et au Canada, XIX^e et XX^e siècles

(Cheminements)

Comprend des réf. bibliogr.

Textes en français et en anglais.

ISBN 2-921926-23-7

1. Urbanisation - Québec (Province) - Histoire. 2. Population - Densité - Québec (Province) - Histoire. 3. Villes - Québec (Province) - Croissance - Histoire. I. St-Hilaire, Marc, 1956- . II. Marcoux, Richard, 1960- . III. Centre interuniversitaire d'études québécoises. IV. Collection: Cheminements (Québec, Québec).

HT384.C32Q8 2004

307.1'416'09714

C2004-941784-3F

Library and Archives Canada Cataloguing in Publication

Main entry under title:

Population et urbanisation au Québec et au Canada, XIX^e et XX^e siècles

(Cheminements)

Includes bibliographical references.

Text in French and English.

ISBN 2-921926-23-7

1. Urbanization - Québec (Province) - History. 2. Population density - Québec (Province) - History. 3. Cities and towns - Québec (Province) - Growth - History. I. St-Hilaire, Marc, 1956- . II. Marcoux, Richard, 1960- . III. Centre interuniversitaire d'études québécoises. IV. Series: Cheminements (Québec, Québec).

HT384.C32Q8 2004

307.1'416'09714

C2004-941784-3E

Conception graphique Émilie Lapierre Pintal

Photographie de la page couverture

Québec, Côte d'Abraham.

Bibliothèque nationale du Québec 2002-2004

© Centre interuniversitaire d'études québécoises

Tous droits réservés. Imprimé au Canada.

Dépôt légal (Québec et Canada), 4^e trimestre 2004

ISBN 2-921926-23-7



Table des matières

Introduction	3
Le rôle économique des membres du ménage: la place des enfants Texte de Richard Marcoux	5
Migration and Urbanization: Some Historical Geographical Insights Text by Randy William Widdis	12
L'environnement urbain: infrastructures sanitaires et services de santé Texte de Marc St-Hilaire	19
Housing as an Urban Resource Text by Richard Harris	24
Résumés des présentations et des discussions lors de l'atelier Texte de Valérie Laflamme	29
Montreal's Infant Cohort of 1899	30
Le rôle économique des membres du ménage: la place des enfants	31
Migration and Urbanization: Some historical Geographical Insights	32
L'environnement urbain: infrastructures sanitaires et services de santé	33
Housing as an Urban Resource	34
Bibliographie	35

Introduction

La croissance urbaine rapide de la fin du XIX^e siècle et du premier tiers du XX^e a suscité nombre de travaux sur un large éventail de sujets tant aux États-Unis qu'au Canada, notamment en rapport avec les processus démographiques associés à l'urbanisation : formation et évolution des populations des villes, transition démographique, structure et composition des ménages, rôles des membres des familles, logement, etc. Au Québec en particulier, les études sur les populations urbaines apparaissent fragmentaires, non seulement en raison de l'éventail plus réduit des sujets traités mais aussi parce qu'elles utilisent au premier chef la métropole comme cadre géographique. Ce choix s'explique aisément, Montréal constituant un choix évident pour l'étude des villes dans une perspective tant nationale que continentale ; il laisse cependant peu de place aux travaux portant sur des villes appartenant aux échelons inférieurs de la hiérarchie urbaine québécoise. Si quelques recherches ont été entreprises récemment sur ces catégories de villes, contribuant à une meilleure compréhension de l'urbanisation des Canadiens français (sinon de la franco-canadianisation des villes québécoises), il reste encore largement place pour des études englobantes de la croissance rapide qu'ont connue les villes entre 1860 et 1930. Sur le plan démographique plus particulièrement, il subsiste plusieurs zones d'ombre entourant les comportements reproductifs des familles urbaines et leurs relations tant avec les autres facteurs de la croissance

démographique (mortalité, migrations) qu'avec les conditions matérielles et les caractéristiques sociales et culturelles des populations locales. Car les populations urbaines du passé constituent un objet éminemment complexe et interdisciplinaire, dont l'étude doit nécessairement prendre en compte un éventail de composantes : démographiques, certes, mais aussi économiques (moyens d'existence, revenus), sociales (services de santé, régulation des rapports), géographiques (morphologie et environnement urbains), culturelles (savoirs, pratiques et représentations collectives de la reproduction).

À l'occasion d'une recherche sur la population de Québec dans la période d'industrialisation (1850-1930) et devant le tableau incomplet des connaissances sur ce sujet, l'idée est venue d'y consacrer une rencontre scientifique au printemps 1999. L'atelier ne prétendait pas faire le point sur le sujet. Il s'agissait plutôt de proposer quelques jalons quant aux pistes de recherche à explorer : jalons thématiques sur les questionnements et problématiques, jalons méthodologiques sur les façons de faire, notamment quant à l'exploitation des données tirées des grandes séries documentaires tels les recensements nominatifs. Quatre sujets de discussion ont été initialement proposés à la trentaine de participants : la croissance urbaine et ses composantes ; le rôle économique des membres du ménage ; les conditions matérielles du ménage ; et l'environnement urbain. Pour initier les

échanges, huit conférenciers étaient invités à faire part de leurs réflexions; quatre de ces contributions sont regroupées ici.

Richard Marcoux (sociologie, Université Laval), s'est intéressé au rôle des enfants dans l'économie familiale, principalement le travail rémunéré qu'il met en relation avec la fréquentation scolaire pour éclairer les comportements reproducteurs des familles urbaines. Randy W. Widdis (géographie, Université de Régina), spécialiste des mouvements migratoires au Canada anglais, a fait porter sa contribution sur les échanges entre la campagne et la ville au tournant du siècle, mettant l'accent sur les liens qui unissent les deux habitats plutôt que la césure que nombre de chercheurs y perçoivent. Marc St-Hilaire (géographie, Université Laval) proposait une réflexion sur les interactions entre l'environnement urbain et les familles, s'intéressant notamment aux réactions individuelles et collectives devant les risques du milieu pour la santé. Richard Harris (géographie, McMaster University, Hamilton), spécialiste des questions de logement dans les villes canadiennes aux XIX^e et XX^e siècles, s'est penché sur le logement comme ressource, laquelle peut offrir des espaces de travail rémunéré sinon des revenus supplémentaires aux familles urbaines.

Les quatre autres conférenciers ont soit été dans l'impossibilité de produire un texte, soit eu l'occasion de publier leurs travaux ailleurs. Danielle Gauvreau (sociologie et anthropologie, Université Concordia) proposait une réflexion méthodologique sur l'utilisation des recensements nominatifs pour aborder la fécondité urbaine au Canada au début du XX^e siècle. Le contenu de sa présentation verbale a par la suite fait l'objet d'un article paru dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française* (En collab. avec Peter Gossage, «Avoir moins d'enfants au tournant du XX^e siècle: une réalité même au Québec», vol. 54, n° 1, 2000, p. 39-65). Sherry Olson (géographie, Université McGill) et Patricia Thornton (géographie, Université Concordia), associées dans un vaste programme de recherche sur la géographie sociale de Montréal dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, présentaient des résultats récents sur la différenciation de la mortalité infantile selon l'appartenance culturelle et sociale entre 1861 et 1901. Leur texte, enrichi, est paru dans *Continuity and Change* en 2001 («A deadly discrimination among Montreal infants 1860-1900», vol. 16, n° 1, p. 95-135). Il n'est pas reproduit ici. Enfin, Ralph Vicero

(anciennement géographie, California State University in Northridge), nous a entretenu de ses travaux récents reprenant l'étude des aires d'origine des migrants canadiens-français vers les villes de la Nouvelle-Angleterre. Il n'a malheureusement pas pu fournir de texte.

Au total, l'atelier a donné lieu à des échanges des plus stimulants. Les pages qui suivent, publiées seulement maintenant en raison de tout un éventail de facteurs, regroupent les textes fournis par les conférenciers ainsi qu'un résumé des discussions préparé par Valérie Laflamme (alors en fin de maîtrise, aujourd'hui doctorante en histoire à l'École des hautes études en sciences sociales). Leur contenu offre diverses pistes susceptibles d'aider à mieux comprendre à échelle fine ce phénomène fondamental qu'est l'urbanisation des populations contemporaines.

Marc St-Hilaire

Richard Marcoux



Le rôle économique des membres du ménage: la place des enfants

Texte de Richard Marcoux¹

Les activités des enfants de moins de 15 ans dans les sociétés industrielles modernes sont largement occupées par l'école. On peut en effet estimer à plus d'une trentaine d'heures par semaine le temps consacré à la fréquentation de l'école chez les enfants de 6 à 12 ans dans la plupart des pays occidentaux. Il en est toutefois autrement dans les pays peu ou non industrialisés. Nos travaux sur le Mali nous ont conduit à dégager de certaines enquêtes l'importance des tâches effectuées par les enfants qui ne fréquentent pas l'école et à cerner le rôle économique des enfants dans les stratégies de subsistance des ménages (Marcoux, 1994, 1995, 1998). Dans un contexte différent, celui de la ville de Québec en 1901,

qu'en est-il de l'importance de la contribution des enfants aux activités de subsistance de leur ménage?

Cette première question nous renvoie à ce que Piché et Poirier (1994) nomment le *régime démographique* qui caractériserait une population dans un contexte donné. En ce qui a trait à l'ensemble du Québec, l'évolution globale et descriptive des comportements reproductifs de la population est relativement bien connue.

1. Richard Marcoux est professeur au département de sociologie de l'Université Laval.

Malgré les oscillations des taux de mortalité, il semble se dégager une tendance à la baisse, plus particulièrement à partir de 1835. Les tendances générales dégagées des données agrégées situent par ailleurs le début de la baisse réelle de la fécondité vers 1865 (Henripin et Péron, 1973), diminution qui se maintient jusqu'aux années 1930, accompagnant l'industrialisation et l'urbanisation sans précédent qu'a connues le Québec pendant cette période (Toviessi *et al.*, 1983). Les données globales cachent toutefois des différences importantes. Par exemple, comme c'est le cas pour de nombreux pays, la fécondité en milieu urbain s'est maintenue à des niveaux de 40 à 55 % inférieure à celle des campagnes chez les générations de Québécoises nées après le milieu du XIX^e siècle (Henripin, 1989). Un fait important est toutefois relevé par Henripin qui souligne que, « assez curieusement, les femmes de la région métropolitaine de Québec ont été plus fécondes que [celles de la région de Montréal] » et ce, par une marge de 50 % (1989 : 51).

Ce maintien d'une fécondité élevée se produit au moment même où la ville de Québec connaît des bouleversements économiques et politiques importants, qui ont caractérisé ce que Hare *et al.* (1987) ont identifié comme étant la phase de déclin de la ville de Québec. En effet, la deuxième moitié du XIX^e siècle et le début du XX^e sont marqués par une chute importante du commerce du bois et de la construction navale, deux des principaux moteurs de l'activité économique de la ville de Québec. Ces éléments s'ajoutent au départ de la garnison militaire qui accompagne la nouvelle localisation de la capitale fédérale. La ville de Québec, qui avait connu une croissance démographique sans précédent au cours de la première moitié du siècle, voit alors sa population pratiquement stagner, et ce, malgré l'annexion des paroisses environnantes (Drouin, 1990). Cette situation contraste passablement avec la tendance que connaît le monde urbain nord-américain en général (États-Unis et Canada) et québécois en particulier.

Le maintien à la fin du XIX^e siècle d'une fécondité relativement élevée à Québec – la fameuse « curiosité » d'Henripin – pourrait-il trouver des éléments d'explication à travers ces difficultés que traverse la ville? Pourrions-nous croire que le maintien de paramètres démographiques favorisant l'élargissement des familles de la ville de Québec s'explique par le rôle des enfants dans les activités de subsistance des familles? L'objectif de notre communication n'est pas de répondre précisément à ces questions, mais plutôt de présenter les balises d'une

problématique de recherche qui pourrait permettre de lever le voile sur cette « curiosité » qui semble avoir caractérisé la population de la ville de Québec au tournant du siècle dernier. Notre approche veut ainsi faire le lien entre deux grands champs : la sociologie du travail et la sociodémographie de la famille.

Travail des enfants et fréquentation scolaire à Québec

Comme on le sait, ce n'est qu'en 1943 que l'école primaire est devenue obligatoire au Québec, obligatoire de la première année de fréquentation jusqu'à l'âge de 14 ans. C'est 52 années après que l'Ontario ait voté une loi semblable. Les débats qu'ont suscités sur plus d'un demi-siècle les mesures rendant l'école obligatoire et les lois restreignant le travail des enfants illustrent à quel point la place que certains voulaient réserver aux enfants était loin de faire l'unanimité (Hamel, 1984 ; Jean, 1989 ; Marshall, 1998). À défaut d'une obligation de fréquentation scolaire, les responsables étatiques ont fait voter des lois qui rendaient de plus en plus difficile le travail des enfants. La condamnation incessante du travail des enfants n'a toutefois sûrement pas facilité la collecte d'informations à ce sujet. Selon Nardinelli (1990), parmi les études qui traitent de la révolution industrielle, celles qui portent plus spécifiquement sur le travail des enfants sont empreintes d'émotivité, ce qui rend difficile tout débat dépassionné, pourtant nécessaire à une réelle compréhension des fondements du travail des enfants. De ce fait, il nous est pratiquement impossible de se contenter des simples déclarations officielles, faites par exemple dans le cadre d'un recensement comme celui de 1901, pour estimer réellement l'importance du travail des enfants.

Il est également très difficile de se faire une idée juste de l'évolution de la fréquentation scolaire des enfants au Québec au tournant du siècle dernier. Les données publiées des recensements permettent difficilement de dresser des séries chronologiques uniformes. En effet, les groupes d'âges retenus pour présenter les taux de fréquentation scolaire changent d'une année à l'autre (Gaudreault et Marcoux, 1996). Le problème se pose davantage lorsque nous nous intéressons à des unités géographiques précises, comme pour la ville de Québec. Les données n'ont pas toujours été compilées selon les subdivisions de recensement et les limites géographiques de celles-ci vont varier à travers le temps.

Nous avons tout de même pu estimer à partir des données publiées que 62 % des enfants de 5 à 9 ans fréquentaient l'école en 1901 dans la ville de Québec, ce qui ne représente que 2 points de pourcentage de plus que pour l'ensemble du Québec ou du Canada (Gaudreault et Marcoux, 1996). Les résultats du recensement de 1931 révèlent quant à eux que le taux de fréquentation scolaire de ce groupe d'âge n'avait pas connu de changement alors que ce taux de fréquentation avait augmenté de 5 à 6 points de pourcentage dans le reste du Québec. La ville de Québec présentait donc des taux de fréquentation scolaire chez les 5 à 9 ans plus bas que ce que l'on trouvait dans l'ensemble du Québec urbain (environ 65 %). Dans la mesure où les enfants de 5 ans ne devraient pas être pris en compte dans ce calcul puisque non encore éligibles à l'école, on peut donc estimer à entre 22 et 25 % la proportion d'enfants de 6 à 9 ans qui ne fréquentaient pas l'école au moment du recensement de 1901. Pour la tranche d'âge 6-9 ans, c'est donc près d'un enfant sur quatre qui ne fréquentait pas l'école dans la ville de Québec en 1901. Que pouvaient alors bien faire ces enfants qui ne se trouvaient pas sur les bancs d'école?

Les études qui se sont penchées sur les activités des jeunes nous permettent de croire que «la compréhension véritable des rôles que jouent les enfants», pour reprendre les termes de Rodgers et Standing (1981: 36), peut s'effectuer en situant ces rôles à l'intérieur de l'unité de production et de consommation à laquelle appartiennent les enfants, à savoir le ménage. Or, on peut supposer que le contexte étudié ici, qui se caractérise notamment par une précarité socio-économique de nombreux ménages urbains de la ville de Québec (principalement dans la Basse-ville), créera des conditions qui inciteront les enfants à participer aux activités de subsistance de leur propre ménage. Ces conditions permettront alors plus difficilement aux enfants d'être libérés de ces activités pour fréquenter l'école. Toutefois, pour comprendre le rôle des enfants en tant que producteur, il faut au préalable cerner les mécanismes d'organisation de la subsistance au sein du ménage.

Sortir le travail domestique de l'ombre du travail dit économique

La définition que donne Madeleine Grawitz du travail d'un individu est la suivante: «activité humaine plus ou moins pénible, source d'effort et de satisfaction, ordonnées à la production de choses utiles» (1994: 385).

Partant de l'unité de production qu'est la famille ou le ménage, on distingue généralement deux types de travail: le travail dit économique et le travail dit domestique. Anker (1983) souligne que, selon les propositions faites par certains organismes des Nations Unies, les activités économiques sont celles qui peuvent être calculées dans les statistiques du produit national brut. Il s'agit donc des activités qui conduisent à la production de biens et de services. Certaines de ces activités pourront être transformées sous forme monétaire pour ensuite être utilisée par le ménage pour assurer une partie de la subsistance de l'ensemble de ses membres, y compris ceux qui ne participent pas à ces activités. Ces différentes activités sont celles qui conduisent à déterminer la «population économiquement active» selon la définition adoptée par le BIT (Clairin et Charmes, 1988: 282).

Jusqu'à tout récemment, seul ce premier type d'activité intéressait les spécialistes de l'étude du travail. On estime, en effet, que ce n'est qu'au début des années 1970 que la recherche sociologique s'est réellement penchée sur le travail domestique² (Le Bourdais *et al.*, 1987: 38). Le travail domestique correspond à toutes les activités liées à la préparation des repas, à l'entretien et à l'hygiène des lieux occupés par les membres du ménage (nettoyage des lieux, de vêtements, de la vaisselle), et à l'entretien, la garde et l'éducation non institutionnelle de certains membres. Il s'agit, évidemment, d'activités essentielles à la subsistance des individus, mais qui sont socialement et culturellement largement banalisées, voire ignorées. Comme le souligne Barrère-Maurisson (1992: 93), le travail domestique «ne se voit que lorsqu'il n'est pas fait»!

L'état des connaissances actuelles nous permet d'affirmer que dans les pays du Tiers monde ces activités occupent une part importante de la journée de travail. Dans son étude sur une zone rurale de la Tanzanie, Kamuzora (1984) a évalué qu'un ménage consacre en moyenne 15,6 heures de travail quotidien à des activités économiques. En utilisant ses données et sa méthode, nous pouvons estimer à près de neuf heures le temps consacré par ces mêmes ménages aux activités dites domestiques (Marcoux, 1994). En somme, le travail domestique représente plus du tiers du temps consacré à l'ensemble des activités de subsistance du ménage dans cette société rurale de l'Afrique de l'Est.

2. Nous utiliserons ici les qualificatifs domestique et ménager en leur donnant le même sens.

Cain (1977) a également pu mettre en relief l'importance des travaux domestiques au sein des ménages d'un village du Bangladesh. Ainsi, à partir des données obtenues sur les personnes de 22 à 59 ans, il a pu estimer que les parents d'une famille constituée d'un couple et de ses enfants consacraient environ 45 % de leur temps total de travail aux activités domestiques. À titre de comparaison, soulignons qu'une enquête effectuée en 1986 révélait que les couples québécois consacraient en moyenne 48 heures par semaine aux travaux domestiques, soit près de 7 heures par jour (Le Bourdais *et al.*, 1987: 43). Aux États-Unis, une autre étude révélait que le nombre d'heures hebdomadaires consacrées aux travaux domestiques s'élevait à une cinquantaine d'heures (Leclair et Johnson, 1992: 574).

Ces quelques exemples mettent en évidence l'importance des tâches domestiques, phénomène trop souvent occulté dans les études sur le travail. On aura toutefois remarqué que les exemples présentés ici sur les pays en développement portent essentiellement sur le milieu rural. Or, il est souvent pris pour acquis, généralement de façon implicite, que les tâches domestiques sont nécessairement moins lourdes à la ville qu'à la campagne. Cette idée s'appuie d'une part sur le fait que les activités qui s'inscrivent à l'intérieur de ce que l'on pourrait qualifier de mode de production familial (économie familiale) sont plus rares en milieu urbain. L'étude de Hare *et al.* (1987) nous permet toutefois de croire que la lente industrialisation de la ville de Québec a permis de maintenir jusqu'à la fin du XIX^e siècle de petites entreprises familiales à l'intérieur desquelles tous les membres du ménage sont impliqués (artisans de la chaussure et des tanneries notamment).

On présume d'autre part que l'on retrouve en ville une multitude de services et d'infrastructures qui permettent d'alléger les travaux domestiques: eau courante, électricité, moulins à grain, présence d'aides ménagères («bonnes»), etc. On semble toutefois oublier que ces infrastructures sont très peu développées dans les villes comme Québec à la fin du XIX^e siècle. On possède malheureusement peu d'informations sur les activités ménagères en milieu urbain. On doit dès lors combiner des informations provenant de différentes sources afin d'appuyer, ou d'infirmer, l'hypothèse d'un allègement important des travaux ménagers résultant de l'urbanisation. Nous nous appuyerons à nouveau sur la littérature empirique que nous connaissons davantage.

L'ensemble des tâches liées à la préparation des repas représente sûrement l'une des activités les plus souvent

associées au travail domestique. Des études effectuées au Ghana et au Nigeria ont permis d'estimer que les femmes consacraient entre six et sept heures de leur temps quotidien à cette activité (Oppong, 1988: 433). Le mode de cuisson utilisé peut parfois permettre de sauver de nombreuses heures. Une étude réalisée à Dakar a largement fait état des économies de temps que permet l'utilisation de cuisinières à gaz par rapport au four à bois ou au charbon (Di Meo *et al.*, 1985). Il serait sûrement intéressant d'examiner à travers différents écrits l'organisation des tâches liées à la préparation des repas.

De nombreuses tâches domestiques nécessitent par ailleurs l'utilisation de l'eau. On pense ici à l'eau de boisson, mais également à celle utilisée pour l'hygiène corporelle, pour la préparation des repas, la lessive, le nettoyage de la vaisselle, etc. À la fin du XIX^e siècle, près de 40 % des ménages de la ville de Québec, essentiellement localisés dans les quartiers de la Basse-ville, ne disposent pas d'un branchement au réseau d'aqueducs et doivent s'approvisionner en eau en utilisant les services de porteurs ou en puisant leur eau d'un puits ou encore à même les différents affluents de la rivière St-Charles ou du fleuve, avec tous les risques de contamination que cela suppose (Hare *et al.* 1987: 296)

La garde des très jeunes enfants représente également l'une des activités domestiques importantes. Il est toutefois difficile d'obtenir une estimation précise de la lourdeur de cette activité, puisqu'elle s'insère habituellement à l'intérieur des autres activités. Les enfants en bas âge nécessitent toutefois une attention constante qui vient s'ajouter à l'ensemble des autres activités. Il sera alors plus difficile, pour une seule personne, de combiner cette activité de garde avec ses autres tâches, lorsque celles-ci demandent un déplacement (pour les corvées d'eau, pour faire les courses, etc.). En milieu urbain, la garde des enfants est d'autant plus importante que ces derniers sont largement exposés à des dangers spécifiques à la ville. La densité de l'habitat expose en effet beaucoup plus les enfants à des risques d'accidents importants. Il faut constamment les surveiller, compte tenu des dangers que représente, notamment, la présence de nombreux puits dans le voisinage. La circulation, dense et relativement anarchique dans certains quartiers, devait constituer également une menace constante pour les plus jeunes.

Nous avons souligné par ailleurs que de nombreuses tâches ménagères peuvent être allégées, en milieu urbain, par l'achat de services ou encore, de nourriture en partie transformée. Toutefois, l'absence d'équipements

permettant la conservation de certains aliments (réfrigérateur, congélateur, etc.) oblige la très grande majorité des ménages à consacrer quotidiennement une partie de leurs temps pour faire les courses nécessaires à l'achat des denrées alimentaires périssables.

Que peut-on conclure de ce survol des activités domestiques pratiquées en milieu urbain? D'une part, si toutes les études produites sur le milieu rural ont permis de mettre en relief la lourdeur des travaux ménagers, l'analyse des conditions de vie qui prévalent dans une ville comme Québec à la fin du XIX^e siècle nous permet de supposer que ces activités demeurent, de façon générale, très importantes en zone urbaine. D'autre part, compte tenu de l'inégal accès aux services et aux ressources permettant d'alléger le travail domestique, on peut croire que le temps consacré à ces activités présentera des écarts importants entre les différents ménages du milieu urbain. L'analyse de l'organisation de la subsistance des ménages urbains doit donc nécessairement prendre en considération les activités domestiques des ménages.

De la division sexuelle du travail à la division familiale du travail

Dans un ouvrage récent, Barrère-Maurisson (1992) propose de réconcilier la sociologie du travail et la sociologie de la famille à travers l'étude d'un processus social qu'elle nomme la division familiale du travail, processus qui consiste «à répartir le travail en fonction du statut familial des individus [...] cette division du travail [portant] à la fois sur le domestique et le professionnel» (1992: 243).

Dans le cas qui nous intéresse plus particulièrement, il s'agit donc d'examiner le rôle de l'enfant dans le cadre de la double division du travail: entre hommes et femmes et entre adultes et plus jeunes. Cette division du travail doit également tenir compte d'une troisième dimension qui distingue le travail domestique et le travail dit économiquement productif (que Barrère-Maurisson qualifie de professionnel). Évidemment, le concept de division familiale du travail ne signifie pas que les activités sont complètement séparées. Barrère-Maurisson, comme bien d'autres, insiste sur le principe d'articulation entre les différentes sphères du travail et entre les différents agents. Ainsi, la plupart des activités s'articulent, s'imbriquent et se chevauchent, ce qui fait en sorte que si certaines activités sont spécifiquement exécutées par l'un des membres (la cuisine dans le cas des femmes, par exemple),

il demeure néanmoins qu'elles sont interdépendantes des activités exécutées par les autres membres (ex.: les corvées d'eau exécutées par les enfants).

Ce concept d'articulation des activités a particulièrement été mis en évidence en ce qui a trait aux activités domestiques des enfants. Par exemple, on a largement fait état du processus de prise en charge de certaines tâches ménagères par les enfants, processus qui permet alors à d'autres membres du ménage d'exercer certaines activités à l'extérieur de la sphère domestique (Cain, 1977; Aghajanian, 1979; De Tray, 1983; Oppong, 1988). Dans son étude sur les restauratrices de la nuit à Bamako, Rondeau (1989) observe ainsi que l'une des conditions essentielles à l'exercice de cette activité est de pouvoir compter sur d'autres personnes pour se décharger de nombreuses tâches domestiques. Ce qui est intéressant ici, c'est bien l'articulation et le transfert de certaines activités entre les membres d'un même ménage. Dans un contexte où ce sont les femmes qui, en raison de la division sexuelle du travail, assument la responsabilité des tâches ménagères, on peut présumer qu'elles ne pourront en être dégagées que dans la mesure où elles seront à même de transférer une partie de ces travaux auprès de certains membres du ménage. Ce type de transfert aura alors tendance à s'effectuer de façon verticale et en fonction du statut familial auquel réfère Barrère-Maurisson (1992). Les enfants sont, de ce fait, au coeur de ces transferts, ce qui explique les liens étroits entre les activités des femmes et celles de leurs enfants (Scott et Tilly, 1975; Schildkrout, 1979).

Cette dimension de l'organisation du travail au sein du ménage semble pourtant avoir été négligée dans la plupart des études démographiques et notamment, par celles s'intéressant à la fécondité. En effet, la plupart des recherches dans ce domaine reposent sur l'hypothèse qu'il y aurait une incompatibilité entre le rôle de mère et l'activité économique des femmes. Cette hypothèse était d'ailleurs au centre de la problématique de l'Enquête mondiale de la fécondité (Poirier *et al.* 1989). Dans leur étude sur la Malaisie, Mason et Palan (1981) constatent l'absence de validité de l'hypothèse d'incompatibilité des rôles pour une partie importante de la population étudiée. Pour expliquer ce résultat, les auteures font observer que dans de nombreux pays du Tiers monde, une partie des tâches d'entretien des enfants très jeunes incombe aux enfants légèrement plus âgés. Une recherche portant sur 186 sociétés a d'ailleurs démontré que dans la majorité des cas, ce n'est pas la mère qui est considérée comme

étant la principale personne qui s'occupe de l'élevage des très jeunes enfants, mais plus généralement les enfants plus âgés (Weisner et Gallimore, 1977 : 170).

La division sexuelle du travail est également présente dans cette activité de prise en charge des jeunes enfants. Ainsi, en milieu rural tanzanien, ce sont les filles de 5 à 9 ans qui ont pratiquement l'entière responsabilité des tâches de surveillance des plus jeunes enfants (Kamuzora, 1984 : 114). Au Kenya, les fillettes sont deux fois plus présentes dans les activités de garde de leurs benjamins que les garçons (Weisner et Gallimore, 1977 : 170). Il n'est d'ailleurs pas rare de voir des fillettes de moins de 12 ans transporter sur leur dos un frère ou une sœur, libérant momentanément les mères d'une partie des tâches de surveillance des plus jeunes.

De façon générale, on considère par ailleurs que la fécondité élevée que l'on observe dans de nombreux pays s'explique, en partie, par le fait qu'une descendance nombreuse représente en quelque sorte une meilleure assurance-vieillesse pour les parents. Dans son étude sur la Malaisie, De Tray (1983) suggère que la présence de nombreux enfants offre également une sécurité relative pour traverser certaines difficultés plus immédiates. Il observe en effet que le travail des enfants est essentiel à la subsistance des ménages des femmes veuves, divorcées ou séparées (également souligné par Cain, 1977). Dans son étude sur le Brésil, Levison (1989) observe pour sa part que la proportion d'enfants qui travaillent est plus élevée pour les ménages dont le chef est une femme seule.

La section précédente nous a permis de mettre en évidence l'importance des activités domestiques qui assurent la subsistance des ménages. Bien que les caractéristiques des individus qui exécutent ces travaux n'aient pas encore été examinées, les lecteurs et lectrices auront cependant déjà associé les femmes à la plupart de ces activités. Les nombreux rites et coutumes des différentes sociétés sont d'ailleurs remplis de ces images associant les femmes aux tâches domestiques. Les chansons populaires du Québec y font constamment référence. Au Mali, comme dans d'autres pays du Sahel, on pratique un rituel qui consiste à enterrer le placenta à la naissance d'un enfant. Or, lorsqu'ils enterrent le placenta d'un enfant de sexe féminin, les Bambaras prononcent les paroles suivantes : *a be gua so kono*, ce qui signifie « elle est dans la cuisine » (Mainbourg, 1986). Déjà ! pourrions-nous ajouter.

L'élargissement de la notion de travail, pour y inclure les travaux ménagers, a conduit à mettre davantage en évidence le caractère sexué des différentes activités qui assurent la subsistance des ménages. L'une des critiques que l'on a le plus souvent formulée à l'endroit de l'approche des stratégies de survie des ménages est d'ailleurs de présenter le ménage comme une unité homogène où la contribution des membres est distribuée de façon égalitaire et d'ignorer, de ce fait, les enjeux et les rapports sociaux de sexe qui existent à l'intérieur de cette unité (Vock, 1988 ; Folbre, 1988).

Que ce soit en milieu rural ou en ville, les descriptions que l'on nous donne de l'organisation du travail au Québec au tournant du siècle dernier permettent de dégager également une importante division sexuelle du travail. Ceci nous conduit à nouveau à nous intéresser au travail domestique dont l'importance, dans les activités de subsistance des ménages, a été mise en relief dans la section précédente. Ce sont sûrement les études féministes qui ont le plus contribué à élargir le concept de travail afin d'y inclure les activités d'entretien du ménage, à savoir les activités domestiques ou ménagères (Kempeneers et St-Pierre, 1989 : 67). De nombreuses recherches ont démontré qu'en refusant d'inclure les activités ménagères à l'intérieur de la notion de travail, on sous-estimait, du coup, la valeur productive du travail des femmes. Le Bourdais *et al.* (1987 : 39) soulignent pour leur part que les activités ménagères représentent environ 40 % du produit national brut au Canada.

En somme, que ce soit à la ville ou à la campagne, au Nord ou au Sud, ce sont les femmes qui, dans l'ensemble, ont la responsabilité des travaux domestiques. Dans son étude sur la Tanzanie, Kamuzora (1984) estime que 70 % des heures consacrées aux activités domestiques sont effectuées par les membres féminins du ménage. Au Québec, l'étude de Le Bourdais *et al.* (1987) a permis d'évaluer que les femmes contribuent trois fois plus que les hommes au travail domestique au milieu des années 1980. Lorsque les deux conjoints travaillent à l'extérieur du ménage, la contribution des femmes aux travaux domestiques demeure deux fois plus élevée que celle des hommes. Ceci rejoint sensiblement les résultats obtenus par Leeblair et Johnson (1992) dans leur étude effectuée auprès de ménages américains à la même période. En ce qui a trait à Québec en 1901, à défaut d'études empiriques détaillées, on peut tout de même croire que si les hommes pouvaient participer au marché du travail dans des proportions plus élevées que les femmes, c'est justement

parce qu'ils comptaient sur au moins une femme qui prenait en charge la responsabilité de l'entretien du ménage et que ces femmes étaient également aidées par les enfants.

Conclusion

Les données agrégées dont nous disposons à partir des publications des recensements de la population canadienne nous permettent d'avoir une idée assez générale du rôle économique des enfants au Canada à la fin du siècle dernier. Compte tenu des débats entourant le travail des enfants – que Nardineli (1990) qualifie de trop passionnés –, les données des recensements du XIX^e et du début du XX^e siècles sur l'activité économique des jeunes doivent être examinées avec circonspection. Par ailleurs, la littérature sur le travail domestique semble nous interdire de considérer les enfants qui ne fréquentent pas l'école comme étant « inactifs » ou « non productifs ». Nous avançons donc l'hypothèse que pour certains ménages, l'école opère en quelque sorte une ponction sur le nombre de membres qui peuvent participer aux activités de subsistance du groupe.

De façon générale, les données agrégées nous offrent la possibilité de dresser un portrait global de la place des enfants à l'intérieur des ménages et de l'intensité de la fréquentation scolaire chez les jeunes. Ces résultats ne nous renseignent nullement, par exemple, sur l'organisation du travail au sein d'un ménage présentant une composition ou une structure donnée. Qu'en est-il, par exemple, pour les ménages sans enfant? Que font les enfants qui appartiennent à des ménages qui comptent plus de femmes que d'hommes? Comment se répartit le travail au sein des ménages dont le chef n'a pas de conjoint? Existe-t-il des particularités chez les ménages de la Basse-ville de Québec qui, comme on le sait, se retrouvent dans des milieux économiques et dans un environnement différent des ménages de la Haute-ville. Voilà autant de questions qui nous renvoient à l'examen des liens entre l'organisation du travail et la structure du ménage. Nous avons déjà avancé qu'il fallait initialement saisir les différents mécanismes qui assurent la subsistance des ménages pour enfin comprendre la place qu'y occupent les enfants. Il semble que ces mécanismes s'inscrivent à l'intérieur de la triple division du travail que nous avons mis en évidence: entre domestique et économique, entre hommes et femmes et entre adultes et enfants³. Il devient alors intéressant d'examiner l'activité des enfants en fonction des caractéristiques propres aux ménages auxquels ils

appartiennent. Nous nous proposons donc d'intégrer le concept de stratégies, de même que la triple division du travail que nous avons mis en relief, dans l'identification des caractéristiques des ménages qui semblent permettre aux enfants de fréquenter l'école sans que cette activité ne remette pour autant en question la subsistance des membres du ménage. Les données compilées à partir de recensement de 1901 (Marcoux et St-Hilaire, 1996) devraient nous permettre de répondre à certaines de ces questions.

3. L'exemple le plus poussé de ces mécanismes d'ajustement des structures des ménages que nous avons retrouvé dans la littérature est sûrement celui du phénomène de travestissement des enfants dans certaines populations inuit du Canada. La recherche d'un équilibre entre les sexes à l'intérieur du groupe domestique pourrait conduire, dans le cas d'un ménage qui ne compte que des enfants de sexe féminin, à donner à la dernière née le statut de mâle. Cet enfant sera alors socialisé comme un garçon de façon à ce que son ménage compte suffisamment de membres pour les activités essentiellement masculines - notamment celles de chasse et de pêche - nécessaires à la subsistance du groupe. Afin d'expliquer ce phénomène, qui concernerait 15 à 20 % de la population étudiée, Saladin d'Anglure souligne que « [...] la nécessité de la vie, [...] et de la division sexuelle des tâches qui la supporte, alors que le sex-ratio à la naissance, aléatoire, constitue une imprévisible menace pour l'équilibre du groupe domestique. C'est comme pour contrer le déterminisme du hasard et de la nécessité [...] que les Inuit se sont dotés de mécanismes compensatoires que constitue la double manipulation de l'identité et des rôles sociaux » (1986: 68).



Migration and Urbanization: Some Historical Geographical Insights

Text by Randy William Widdis⁴

Viewed from afar, migration seems to be a rather straightforward topic involving basic questions regarding number, composition, distance, direction, causes, and consequences. Yet while these subjects represent the basic parameters of migration analysis, those involved in this field are very aware of complex theoretical and methodological debates that characterize research. This paper does not attempt to interpret the full extent of these debates nor does it endeavour to cover all the different types of migration that directly impact the urbanization process. Rather, it focuses on rural-urban migration during the late nineteenth and early twentieth centuries and in so doing offers some comments and raises some

questions about philosophy, theory, method, sources, and future directions in research.

Philosophical Foundations

Philosophy informs the practice of research. Yet while philosophy contributes much to ontological and epistemological debates about the nature of the social world and why we need to investigate this world, it is up

4. Randy William Widdis est professeur de géographie à l'Université de Regina

to each social science to invent and/or develop empirically grounded theories and, in the process of doing so, to establish their distinctive methodologies. The challenge is to achieve a dialectical mediation between the ontological and epistemological concerns of philosophy and the theoretical and methodological concerns of the social sciences. Such a responsibility lies at the heart of all social science research, including the study of migration.

The methods chosen in research must be supported by strong philosophical claims at the ontological and epistemological levels. White and Woods (1980) suggest that a philosophical schism exists between the way macro-scale and micro-scale migration research is conducted. The former focuses on characteristics of the environment, often reduced to economic considerations alone, while the latter emphasizes decision-making processes of individuals. Yet both approaches and their resulting human capital and place utility theories of migration depend upon the positivist-based neo-classical notion of rational action. It seems to me that empiricism and positivism fail because they offer objective methods without resolving some basic philosophical problems such as the atomization of human rationality. My preference is for a structuralist/realist perspective whose ontology assumes the pre-existence of social structures, transformed and reproduced by social actors; a human agency with intentions; and a continuous process of structuration between structures and agency. Its epistemology assumes both internal, i.e. necessary, and external, i.e. contingent, relations between objects and events and a material perspective of knowledge (Yeung 1997: 53).

Such a philosophical perspective favours the use of grounded theory. In this approach, interpretations and data collection are guided by successively evolving interpretations; the theory must have many concepts and linkages; and a detailed micro-scale examination of data is necessary. The method provides a mediation between theory and practice. Theoretical categories are grounded in empirical evidence so abstractions do not occur in a vacuum; they are abstracted from empirically observable phenomena. Yet while a theory should be grounded in concrete data to test its practical adequacy, the method is not purely inductive or purely deductive. It operates in a deductive-inductive dialectic. The researcher should not simply borrow an existing theory and fit it into empirical data nor should he or she expect the theory to emerge solely from concrete data (Yeung 1997: 62-3).

Theoretical Debates

Within geography, there has emerged a number of arguments for an engagement between social theory and migration. Migration originates in transformations of social and economic structures in both sending, in this case rural, and receiving, i.e. urban, societies, but it is perpetuated and shaped by social networks and individual or familial decisions. Critical to theorizing about human activity is an understanding of the inter-relationships between social structures and the mechanisms by which these structures are translated into action while at the same time recognizing the autonomy humans have from structural forces. And however universal structures and processes may be, outcomes vary widely according to local circumstances and historical context.

Theories of rural-urban migration, regardless of ideological underpinnings, are related to the transformation of rural society with the growth of industrial capitalism. Perhaps the major theme of study for nineteenth-century North America is the absorption of semi-autarchic economies and local cultures into increasingly broader regional, national, and international contexts. In their attempts to examine this process known interchangeably as “urbanization”, “modernization”, or “The Great Transformation”, scholars have been concerned primarily with mobility, family structure, and class relationships, particularly in the larger cities. As a result, much research into Canada’s past continues to be dominated by perspectives which disregard the ways in which different levels of community responded and adjusted to change. The modernization paradigm affects our understanding of rural-urban migration in different ways such as by disallowing questions about continued cultural and political affiliations with former rural localities amongst new urban migrants.

No one interpretation adequately explains the changing relationships between town and country during the nineteenth century. In the United States the debate has focused on the nature of the transition to capitalism in rural America. Kulikoff (1989) suggests that there are two sides in the discussion, one influenced by neo-classical economics and the other by British social history. The former group, whom Kulikoff calls the “market historians,” stress the impact of market forces on human behaviour and explain the spread of urban-directed market processes through rural society. The latter group,

labelled “social historians,” seek “to uncover patterns of economic and social behaviour and to relate their behaviour to the social relations of production and to social and political consciousness” (Kulikoff 1989: 122). The market historians view early American farmers as pre-nascent capitalists while the social historians argue that “most exchange was for the immediate use of the farm household or its neighbours” (*ibid*). Yet, as Kulikoff (1989: 122-23) rightly notes, the two sides are not that different; the controversy really boils down to “the degree of local self-sufficiency and the extent of market exchange rather than the fact of exchange.”

In Canada, historical debate has focused on the relative merits of the staples thesis and metropolitan theories of development. Modernization theory has been the central organizing frame for this discussion. The centre and margin dichotomy of Innis, the exploitation and dependency of Lower, the entrepreneurship of Creighton, and the metropolitanism of Careless all picture the countryside as a passive entity, shaped by urban centres at different levels of the hierarchy. This process of increasing domination is most clearly articulated in the metropolitanism theory of Careless. The metropolitanism theory views both smaller centres and their hinterlands as peripheral. In this dependency relationship, the hinterland serves as a pool of labour, where raw materials and capital are exploited and controlled by the metropolitan core.

In summary, researchers studying changes taking place during the period of the “Great Transformation” have for the most part adopted one of a number of different explanations of the modernization perspective. Ideology plays a major role in how scholars view this process. Those who see modernization in a favourable light view it as a progressive process whereby traditional rural communities give way to a new urban-industrial society. Those who adopt the Marxist perspective, on the other hand, portray modernization as a process whereby people come to exist for production rather than creating a society where production exists for people. Rural areas are seen to have become increasingly dependent on the metropolis, from which economic, political, and socio-cultural decisions effectively subjugated the countryside.

Both the Marxist and neo-classical modernization interpretations of the transformation of society share a similar feature. Both views assume that social change in

rural areas paralleled urban and industrial trends. But can we presume that characteristics of urban society, traits associated primarily with large cities, provide satisfactory models for understanding change in rural society? How well do the organizational principles of metropolitan dominance and central place theory subsumed within the modernization perspective explain the changing relationships taking place in society during the nineteenth century? While the economic, political, and social context provided by the development of capitalism is the framework for the study of both rural and urban society, the precise ways in which these forces affected individuals or local social groups depended on a number of local features.

Just as modernization and metropolitanism have been spatially over-generalized in the examination of transformation, so have been Marxist and neo-classical perspectives in terms of analysing migration. A region’s development milieu often affects components of the migration process. Market conditions, for example, vary from place to place, reflecting economic growth and decline at national, regional, and local levels. Migration is one of the many processes of economic and social differentiation which accompany societal transformation. How we view this transformation is particularly important in examining the context for migration, a movement of people resulting in large part from economic, social, political, and geographical forces interacting with local conditions. How, then, are we to interpret mobility in our attempt to understand the context for migration?

Mobility is to be recognized not only as a dependent variable, reflective of social change, but also as an independent variable, functioning as an agent of change. Those who accept the latter view see geographical mobility as the spatial expression of the presence or absence of opportunities for social mobility. Those who accept the former view argue that mobility may be seen as being determined by the structure of society as well as the individual characteristics of the movers. In the countryside, the changing market and land pressures played a major role in prompting movement; in the city, the industrialization process exerted greater control on the individual, creating new opportunities for those who could adapt and placing severe restrictions on those who could not.

Mobility was part of and reaction to the passage of western societies from the pre-industrial or

proto-industrial stage to the industrial age. Because mobility and changes in the dominant modes of production are mutually interactive and vary according to the phases in which local, regional, and even national economies find themselves, “there is little that can be said on theoretical or a priori grounds” (Mendels 1976: 216). The attempt to construct theories of migration dates back to E.G. Ravenstein, the first scholar to search for regularities in the movement of human populations. But Ravenstein never assigned the status of scientific laws to his hypotheses. Because his statements are empirical regularities and not laws, his inductive approach lacks theoretical grounding (Woods 1982). Yet it is on the basis of his empirical regularities that subsequent scholars have attempted to construct deductive theories of migration.

Ravenstein was an observer of late nineteenth-century Victorian society, and his generalizations reflect that time. Migration is a contextual process, and any effort to construct a theory of migration has to understand the social context within which individuals form images of their world and make decisions whether to move. Those who have adopted Ravenstein’s principles in their attempt to build migration theory are misguided because, as Harris and Moore (1980) argue, any such theory will fail to provide critical insights into the causes and effects of mobility in particular circumstances. Nevertheless, it is useful to establish generalizations in the context of theories of social change and explore migration as one of the myriad of processes of social and economic differentiation which accompany societal transformations. This necessitates empirical research to reveal the different courses of mobility in different times and places.

Methodological Considerations

When viewed as a contextual process, however, migration cannot be appreciated by a research strategy that depends on the traditional census-based cross-sectional approach. While such an approach satisfies the requirement of macro-economic migration research, the peculiarities of locality and context can only be acknowledged by a research strategy that focuses upon the relationships between the individual or family and the environment. Migration is a process occurring through both time and space and is best understood from a longitudinal perspective that traces individual migration paths and life histories. Tracing migrants, however, is a very difficult task, as researchers are restricted by their

inability to operate behind narrowly defined geographic and temporal boundaries. The challenge is to find sources and develop record linkage strategies that allow for a deeper, contextual understanding of the composition, distance, and direction of migration and post-migration urban experiences, addressing related themes such as assimilation, especially in the context of international migration, and geographical and social mobility.

In my recent book on Anglo-Canadian migration to the United States and Western Canada (Widdis 1998), I focused on the persistence and mobility experiences of rural Ontarians as they adapted to the changes taking place in society during the course of the nineteenth century. Migration has been seen traditionally as a dramatic, disruptive experience with individuals either being uprooted or pulled from their homes by both exogenous and indigenous forces. Yet much recent work in social history and historical geography paints a very different picture of mobility. While the transition to capitalism was the central force in shaping group and individual behaviour, revisionist studies, such as John Bodnar’s history of immigrants in nineteenth-century urban America (1987), have emphasized the dimensions of individuals facing the processes of capitalism, industrialization, and urbanism, and view mobility not necessarily as a disruptive experience, but often as a response conditioned by the immediate goals of family-household welfare.

This view, combined with the limitations of the traditional census-based cross-sectional method, led me to adopt a longitudinal life-history approach predicated on strategies and sources allowing me to trace the experiences of movers and persisters through space and time. In this approach, changes in the life-course are in part the result of changed needs for real and human capital in the economy. Mobility is seen as a response to changing opportunities, and these changes are mediated by the family and its cycle of procreation, marriage, and mortality. Thus, a major focus of life-course rural-urban migration analysis is on the significance of landholding, marriage, and inheritance structures in generating selectivity amongst movers and persisters. The approach emphasizes individual experience in context and shows how the lives of Ontarians were in a constant state of becoming, embedded in familial, institutional, and cultural contexts that moulded individuals and in turn were shaped by people. In the study of the interplay between individuals and the family, and families and

society, concern is with life-course transitions, how the individual passes through different family settings and different family roles. I argued that well-documented genealogies, when linked with censuses, property records, and other sources, allow us to trace mobility, persistence, occupational, landholding, and other experiences of individuals and families adapting to societal change. Genealogies specify the particulars of lives over time and space within the context of kinship and with their longitudinal focus transcend the limits of the cross-sectional method. In this way, the genealogical-based tracing approach moves beyond the life-cycle model and its residential information allows one to investigate lifelong geographical mobility and note the importance of kin in migration.

Rural families were shown to adjust their marriage and fertility customs and adopt property transfer and kinship assistance practices in response to change. Such practices protected the profitability of the family farm and ensured persistence of at least some members of the family in the community. Yet over time economic stagnation and population pressure combined with urban-industrial development to push people from the countryside and pull them into growing urban centres in Ontario, the West, and adjacent American states. Industrialization changed the scale and directional focus of migration, drawing increasingly greater numbers to larger cities. It expanded the importance of chain migration as urban-industrial areas increased the number of employment opportunities that could occupy migrants more permanently than jobs in the past. Industrialization helped expand the proportion of the total migration that took place during this time along increasingly long and stable chains as well as expanding long established patterns of local and circular migration. Chains reached across regions and then adjacent provincial and national boundaries, and eventually extended right across the continent.

The various record linkage analyses based on genealogies, local histories, manuscript censuses, city directories, border crossing records, and naturalization records showed that the nature of Anglo-Canadian migration during the late nineteenth and early twentieth centuries reflects a Ravenstein world in many ways. Several of his principles apply, including the importance of the economic motive, the friction of distance, the rural-urban directional focus, movement by stages, return migration, and the age and sex selectivity of the migration flow.

Canadians leapfrogged to particular locations, usually not too distant, creating nodes from which they or their direct descendants migrated to newly opened areas. Most moved in clearly defined streams determined by social and economic circumstances and family relationships. Inter-regional, intra-regional, and continental migration were framed by three concurrent processes: the decomposition of established rural societies, the expansion of urban-industrial opportunities, and the opening of new frontiers. While many who left their rural homes earlier in the nineteenth century hoped to preserve or expand their status as farmers, the majority of migrants following them sought opportunities in towns and cities either within their region or elsewhere. The catalyst for such movement was the displacement resulting from increasingly unfavourable human/land ratios or the increasing demand for labour in growing urban centres. As capital searched for investment opportunities, certain policies contributed to uneven economic development across North America, creating peripheries from which labour migrated and cores to which these workers moved. Yet we must be careful not to overemphasize the images of a crisis in access to land and dependence on staples exports. Nor must we view individuals, families, and communities as completely dependent on forces of modernization. My research shows that people and communities adjusted to change and actively participated in developing strategies to ensure some degree of continuity. Some were relatively successful, others were not; but what is important to realize is that people did attempt to mediate change. Both persistence and migration were strategies revolving around the goal of providing family security.

While earlier portraits of Ontario as a stable, rooted society were extreme, so too are more recent studies which focus almost exclusively on the notable geographical mobility of the population. That such a considerable degree of transiency existed is not surprising when, as Akenson (1984: 334) argues, we consider that Ontarians “lived on a continent of frontiers.” Yet not everyone was a Wilson Benson, Michael Katz’s famous prototype (1975), who moved at least sixteen times and experienced over thirty occupational shifts.. He and many others, Katz argues, were social flotsam, bouncing like atoms from job to job and place to place. Movement for many had a purpose and was directed by social associations as well as perceived opportunities. What also emerged from my study is the fact that, despite such a high degree of population turnover, many individuals and families persisted in place. Rather than focusing exclusively on

mobility, we need to balance the scales by recognizing the importance of persistence in development.

Yet many did leave their rural communities of birth and travelled to cities elsewhere in Ontario, Quebec, the Canadian West (predominantly Winnipeg), and, of course, the United States. For some the migration was direct from farm or small town to big city while for others, the movement to large centres took place in stages. Most rural Ontarians emigrating to the United States settled in cities of varying sizes. I examined Anglo-Canadians in different centres -Watertown, Syracuse, and New York City, New York, and Grand Forks, North Dakota - based on census analysis and individual profiles created by linking data contained in records such as city directories, assessment rolls, and naturalization records. The analysis revealed that the individual immigrant's degree of success in adapting to the change associated with migration varied in accordance with many factors. Anglo-Canadians differed in their degree of integration into these American cities. Such processes of integration and, to some extent, cultural survival, were related to size, composition, and structure of communities of origin and destination as well as personal characteristics of migrants such as age, sex, and family position. What appears to be consistent among most migrants is the importance assigned to the role of the family. The Anglo-Canadian family both facilitated and survived the migration. For many Canadians in American cities, the family in all its variant forms provided the means of support, economically, socially, and culturally, for newcomers in new settings. The same was true for those who relocated within Canadian cities. Channels of migration were determined in large part by the advice, shelter, credit, jobs, and emotional support given by family members who had moved previously. Whatever the migration context, short-distance or long-distance, rural- or urban-directed, within Canada or to the United States, it is apparent that Anglo-Canadian families wanted to remain in close proximity to one another and so location decisions were often circumscribed by family considerations.

Some Future Directions

My treatment has been far too brief and selective, covering only a limited range of the questions, themes, and issues associated with migration and urbanization. Let me conclude with just a few thoughts I have regarding what I perceive to be some important directions for future research on this topic. More attention should be placed

on researching gender differences in migration processes within their cultural context. Feminist scholarship has revealed how origin and destination household relations help explain who migrates (e.g. examining the migrant's position within the household's division of labour), and with what consequences.

We need further research on the effects of modernization on rural origins and urban destinations within the context of regions, whether they be provincial, national or international (i.e., borderland regions, the focus of my present research). Economic change leading to industrialization, population concentration leading to urbanization, social change towards a more sophisticated but, in some ways, a more uniform lifestyle, and rural-urban migration are all viewed as part of the same inevitable process and it is assumed post-migration urban experiences resulted in assimilation and a break with previous rural traditions and values. Assimilation is a complex process, one in which rural as well as ethnic groups become conflicted about their identities due to many countervailing influences, including popular urban culture, gender relations, and, in the case of immigrants, ethnic politics. Ideally, we want to gather as much information as possible about the origins and step migrations taking place before movement to the city. This knowledge helps us to understand the motivations and consequences of migrant decisions. Yet this information is not available in the census so we have to find and link other sources such as obituaries, local histories, border crossing records, naturalization records, etc. which give us insight into such processes. This is necessary to address important questions such as: Was the cultural and social change associated with rural-urban migration as dramatic as implied in modernization literature? What was the extent to which migrant groups maintained rural traditions and social relations within their new urban settings?

Tracing mobility experiences of rural-urban migrants within and between generations requires greater development of sophisticated record linkage strategies, incorporating sources that are especially sensitive to family and household life cycles and to intergroup interaction. Our understanding of causes and consequences of rural-urban migration is shaped by our sources but we have to be aware of their limitations and biases as well as be careful as to how we use them. For example, police and social welfare records can give us an unrealistically dim view of the fate of urban migrants while census-based studies that exclude institutional populations or other considerations exaggerate the importance of those

who migrate in family groups and those who persist and become well-rooted in urban communities.

Finally, we must be aware that nineteenth-century urbanization occurred in a variety of urban contexts, all of them affected in one way or another by processes of economic growth and change, but all differing to a significant extent in their history, geography, internal structure, and, consequently, to their responses to such external forces.



L'environnement urbain: infrastructures sanitaires et services de santé

Texte de Marc St-Hilaire⁵

La croissance accélérée des villes entre 1850 et 1930 s'est manifestée dans le paysage urbain de plusieurs façons. Parmi les plus spectaculaires, notons le développement et l'expansion des zones industrielles, la concentration des fonctions de services, l'augmentation rapide des densités dans les vieux quartiers et l'étalement des zones résidentielles vers les périphéries. Ces changements ont imposé des contraintes supplémentaires sur le milieu physique des villes. Par exemple, la densification des vieux quartiers et l'étalement ont conduit à la raréfaction, sinon à la disparition des zones de végétation. Dans la même optique, on a procédé à des modifications de la topographie en vue de maximiser la mise en valeur

des espaces urbains (coulées et ravins comblés, cours d'eau secondaires canalisés, buttes et collines aplanies). Également, que ce soit pour satisfaire les besoins énergétiques des usines ou pour régulariser les régimes hydriques, on a aménagé les cours d'eau et leurs berges pendant que l'industrie était à la source d'émissions polluantes de toutes sortes (fumées, gaz, résidus liquides et solides). Enfin, effet direct de la croissance urbaine, il y avait accroissement des volumes de déchets domestiques et

5. Marc Saint-Hilaire est professeur au département de géographie de l'Université Laval.

production accrue de matières fécales animales et humaines. Ces modifications, dont les plus visibles étaient généralement associées au « progrès » parce que signes de croissance, ont transformé de diverses manières les conditions d'existence et de reproduction des familles.

Dans l'optique de l'atelier, ces transformations de l'environnement urbain sont examinées quant à leur rôle sur l'évolution des comportements reproducteurs. Puisqu'elles n'ont pas toutes affecté les comportements de manière égale, les modifications qui retiennent notre attention sont d'abord celles qui sont susceptibles d'avoir agi sur la descendance finale des couples par leur impact sur la mortalité, plus particulièrement celle des enfants. La présente réflexion, encore dans son stade initial, est menée en deux temps. Premièrement, il s'agit de repasser en revue les risques environnementaux qui menacent la survie des urbains, l'accent étant mis sur les risques biologiques. En deuxième lieu, nous nous intéressons aux réactions individuelles et collectives devant ces menaces. À cette étape, une attention particulière est apportée aux impacts, à l'échelle du ménage, des mesures mises de l'avant par les autorités locales pour contrer les problèmes liés à l'environnement urbain. Enfin, nous avançons quelques pistes méthodologiques sur les façons de saisir les interactions environnement / population en milieu urbain dans le cas de la ville de Québec.

Les risques environnementaux dans la ville des XIX^e et XX^e siècles

La ville du XIX^e siècle, comme celle des siècles précédents, est reconnue pour ses taux de mortalité très élevés⁶. Des grandes villes européennes telles Londres, par exemple, présentaient des accroissements naturels négatifs encore dans la deuxième moitié du siècle. Les taux de mortalité s'améliorèrent progressivement dans le dernier quart du XIX^e siècle, avant de chuter dans les premières décennies du XX^e. En Amérique du Nord, les décès furent pratiquement aussi fréquents, mais compensés par une natalité plus vigoureuse. Les raisons évoquées pour expliquer de tels niveaux de mortalité sont généralement liées à la pauvreté des ménages, aux conditions de logement misérables, aux épidémies, à l'inaction des autorités.

Il va sans dire que les causes directes principales sont d'ordre biologique. Même si les risques associés au travail faisaient de nombreuses victimes et malgré la toxicité de certains rejets industriels⁷, ce sont les diverses

maladies qui fauchaient le plus de vies. Dans l'ensemble, toutefois, elles ne frappaient pas aléatoirement, même en cas d'épidémie. Les caractéristiques économiques et culturelles de certains groupes créaient des conditions propices à la propagation de plusieurs affections. Sur le plan économique, une alimentation déficiente prédisposait les couches les plus démunies à la maladie en altérant leur état de santé général (diminution de la résistance aux microbes pathogènes). Également, la contagion était facilitée par l'obligation faite à ces mêmes groupes soit de s'entasser dans les logements étroits et de piètre qualité que leur permettaient les revenus familiaux, soit d'ouvrir le ménage à des personnes extérieures à la famille nucléaire pour accroître les apports monétaires, ce qui augmentait également la taille de la maisonnée. Sur le plan culturel, les habitudes alimentaires, la scolarité, les perceptions du corps et de son fonctionnement, les soins apportés aux enfants constituaient autant d'atouts ou de handicaps vis-à-vis de la maladie (choix des aliments et manières de les apprêter, connaissances physiologiques de base, degré d'intervention devant la maladie, pratiques reliées à l'hygiène, etc.). Si la différenciation économique et culturelle des personnes atteintes se vérifie pour la plupart des maladies, l'origine de ces dernières est diverse. Quelles étaient donc ces maladies qui menaçaient la survie des urbains? Lesquelles d'entre elles étaient attribuables aux nouvelles conditions environnementales créées par la croissance des villes?

La liste des maladies mortelles est longue. Les plus inquiétantes sont évidemment celles qui sont contagieuses, qu'elles soient d'origine bactérienne ou virale : choléra, diphtérie, dysenterie, fièvre typhoïde, tuberculose, typhus (bactéries) ; variole, certaines souches de grippe (virus). Elles préexistaient au boom urbain, mais l'augmentation des densités, rendant la contagion plus rapide, les rendait encore plus redoutables. Dans le cas de maladies telles le choléra et la variole, de grandes épidémies survenaient d'ailleurs périodiquement, souvent introduites par les migrations internationales. Si elles frappaient davantage certains groupes sociaux, elles affectaient tous les groupes

6. Sur la démographie urbaine en période d'industrialisation (les mauvais côtés de la ville comme cadre de vie), voir entres autres Poussou (1992).

7. La mortalité attribuable à l'intoxication par certains rejets industriels (métaux lourds, acides, gaz nocifs) et différente de la mortalité professionnelle apparaît encore assez peu documentée. Ces risques environnementaux, nés de l'industrialisation et accrus à partir du dernier quart du XIX^e siècle, ont pourtant existé et ont vraisemblablement influencé la santé et la mortalité des populations environnantes.

d'âges. En dehors des périodes épidémiques qui produisaient crises de mortalité et scènes de désolation, d'autres facteurs maintenaient les fortes fréquences des décès, soit ceux liés à l'environnement urbain à proprement parler et favorisant les conditions propices à la prolifération des bactéries et à la contamination.

Certaines bactéries pathogènes sont présentes dans le système digestif et sont expulsées avec les selles; d'autres se nourrissent de matières organiques en décomposition; d'autres, enfin, parasitent certains insectes piqueurs qui parasitent eux-mêmes des mammifères. Ainsi, plusieurs foyers d'incubation bactérienne à la source de quelques maladies souvent mortelles (dysenterie, fièvre typhoïde et les autres troubles gastriques, typhus) seront favorisés par la croissance urbaine. Il y a d'abord les multiples fosses d'aisance, qui occupent les arrières-cours de plus en plus réduites avec l'augmentation des densités résidentielles. Généralement peu volumineuses, mal recouvertes (voire de simples trous dans la terre), rarement vidées, elles laissent filtrer des grandes quantités de boues qui contaminent régulièrement les puits situés à proximité. À ces foyers d'origine humaine s'ajoutent les déjections des nombreux animaux de travail et de boucherie (chevaux, boeufs, porcs, vaches, volailles) qu'on garde aussi dans l'arrière-cour. Toujours en relation avec le drainage, enfin, les résidences dont l'arrière donne sur un fossé, un ruisseau ou une rivière utilisent régulièrement le ruissellement naturel pour évacuer leurs déchets, contaminant l'eau en aval. Les dépotoirs constituent le deuxième foyer de bactéries. Ils sont aussi nombreux, plusieurs sites spontanés s'ajoutant aux quelques-uns autorisés par les édiles municipaux. D'un côté, ils reçoivent les déchets de toutes sortes, d'origine domestique ou industrielle (notamment des carcasses animales); de l'autre, ils favorisent la multiplication des rats, dont la puce est responsable du typhus. Par ailleurs, il arrive aussi que les rues servent pour disposer à la fois des contenus des pots de chambre et des déchets domestiques (ordures, carcasses). Enfin, les conditions climatiques vont imprégner le rythme des saisons aux volumes annuels de déchets (précipitations, gel, dégel).

Au total, les modifications environnementales nées de la croissance urbaine ont augmenté les risques pour la santé des citoyens. Ils ont affecté la mortalité générale, mais principalement la mortalité infantile comme en fait foi la saisonnalité des décès. Devant ces menaces, comment les populations urbaines ont-elles réagi? Dans quelle mesure l'inégalité sociale qui caractérisait leurs

relations avec la maladie et la mort s'est-elle manifestée aussi dans la lutte qu'elles leur ont livrée? Nous abordons ces questions aux échelles individuelle et collective.

La riposte individuelle et collective

À micro-échelle, la réponse aux maladies est assez peu connue. Elle comprend l'ensemble des actions posées par l'individu, la famille ou le ménage à l'encontre des affections, soit pour les prévenir, soit pour les guérir. Le tout relève des connaissances sur les maladies (origines, vecteurs, thérapie), des pratiques hygiéniques, de l'attitude devant la maladie et des ressources financières. Les données relatives aux pratiques préventives et à l'attitude devant la maladie sont difficiles à rassembler. On ne dispose pas d'études sur les taux de pénétration de l'information sur les causes des maladies, sur leur contagion ou sur leur thérapie. De plus, on ignore comment les gens réagissaient lorsque des membres de leur famille ou eux-mêmes étaient atteints: l'acceptaient-ils avec fatalisme ou prenaient-ils des mesures curatives volontaires? Si oui, quelle proportion des ménages faisaient appel à des ressources extérieures et, dans cette éventualité, s'agissait-il de la médecine officielle (médecins, infirmières, pharmaciens), de relations familiales ou de voisinage, de guérisseurs populaires, de détenteurs d'un statut social particulier (curé, officier civil ou autre membre des élites locales)? En cas de recours, en avaient-ils les moyens? En rapport plus direct avec notre propos, quelles actions entreprenaient-ils pour modifier les attributs de leur environnement qui constituaient des facteurs de risque pour la santé? Ici encore, il va sans dire que les moyens financiers jouaient un rôle important.

À l'échelle collective, les réactions des populations sont beaucoup mieux documentées. Elles consistent dans les décisions prises par les corporations publiques (municipalités, État) et les groupes organisés (Collège des médecins, institutions médicales, communautés religieuses et autres acteurs sociaux) pour prévenir ou enrayer la maladie. Leur analyse doit tenir compte de certains éléments. Pour les corporations publiques, il faut d'un côté établir leurs responsabilités respectives en vertu de leurs mandats, de leurs sphères de juridiction; d'un autre côté, il faut également examiner les préoccupations des détenteurs de charges publiques en rapport avec leurs responsabilités. Pour les groupes organisés, ce sont les objectifs organisationnels, déclarés ou inavoués, qu'il faut reconnaître ainsi que les stratégies et moyens mis en

oeuvre pour les atteindre. En matière de santé publique, les actions ont porté dans deux directions. D'un côté, outre des réactions ponctuelles aux situations d'urgence créées par les épidémies, les municipalités se sont attaquées aux facteurs de risques liés à l'environnement avec une intensité et selon un calendrier très variables. En même temps et en partie à cause de l'inaction de plusieurs corporations municipales, le corps médical, l'État provincial et les institutions de santé mettaient sur pied un réseau de santé publique dont l'une des premières missions était de structurer la lutte contre les maladies contagieuses à la fois par la prévention (campagnes d'information sur les maladies contagieuses, vaccination) et par l'organisation des soins (bureaux d'hygiène, dispensaires, unités sanitaires). Au Québec, cette opération conduit à la création du Bureau d'hygiène provincial et la mise en place du réseau de santé publique sera achevée en 1926 (Goulet, Lemire, Gauvreau, 1996; Guérard, 1998).

En rapport avec les risques environnementaux, les actions collectives se sont surtout traduites sur le plan municipal par des réglementations sur l'hygiène publique et par la mise en place d'infrastructures sanitaires. En premier lieu, les villes ont agi par des règlements, ce qui avait l'avantage, à leurs yeux, de ne rien coûter à la corporation et de transférer au citoyen la responsabilité de leur application concrète sous peine d'amendes. L'exemple de Québec⁸ montre que l'adoption de tels règlements a d'abord visé l'entretien ou la présence d'animaux domestiques dans les limites municipales (1832) et la propreté (disposition des déchets de toutes origines et carcasses; 1842 et 1845). Quant aux fosses d'aisance à proprement parler, ce n'est qu'en 1866 qu'elles font l'objet d'une réglementation particulière. Parallèlement, on commence à se soucier de l'approvisionnement en eau, vecteur important de maladie. On le fait d'abord au profit du capital privé, comme ce fut le cas pour nombre de services publics à la même époque (concession de droits exclusifs d'aqueduc à des fins commerciales en 1842). Encore une fois, la ville n'a pas à déboursier et se décharge de sa responsabilité. Elle se ravise cependant en 1847 et révoque la concession en sa faveur, finançant les travaux d'ingénierie qui en découlent en imposant une taxe à l'utilisation. La prise en charge de l'aqueduc par la ville l'amène à s'occuper également du réseau d'égout (dont le développement sera graduellement ajusté à celui du réseau d'adduction d'eau⁹) puis à se préoccuper de la qualité de l'eau distribuée (problème constant, un premier filtre à la prise d'eau est posé en 1931). Au total, donc, les mesures onéreuses d'amélioration de l'environnement

urbain sont adoptées dans une deuxième étape, les coûts étant refilés d'abord à l'usager. Comment se situent les diverses villes les unes par rapport aux autres en matière d'actions visant à améliorer les risques biologiques (calendrier de l'adoption des règlements et de la mise en place des infrastructures sanitaires)? Quels efforts ont-elles fournis pour les différentes couches de leur population (quartiers favorisés, quartiers défavorisés; échelles de tarification)? Dans quelle mesure leurs actions ont-elles porté fruit? Plusieurs études sur le sujet ont été réalisées, mais peu au Québec.

Les impacts des changements environnementaux : quelques pistes de recherche et considérations méthodologiques

Les diverses actions collectives ont sans doute contribué à diminuer la mortalité. Cependant, alors que la prévention effectuée au moyen des campagnes d'information et de vaccination visait l'ensemble de la population urbaine, les coûts associés aux améliorations de l'environnement ont vraisemblablement perpétué sinon accentué les écarts sociaux. Les mieux nantis pouvaient s'accommoder des frais d'entretien et de rénovation des équipements domestiques ou des taxes imposées à l'utilisation du service d'aqueduc (et indirectement d'égout). Le caractère coercitif de la réglementation plaçait toutefois les plus démunis dans une situation encore plus fragile : ils devaient défrayer les coûts d'amélioration sanitaire (et rogner sur les autres dépenses) ou s'en dispenser au risque d'une amende, option déchirante un fois informés des menaces que cela faisait peser sur leur santé et sur celle de leurs enfants. Ces impacts économiques, s'ils ont incité les familles à augmenter leurs revenus (par le travail d'autres membres de la famille ou par la réclamation de

8. Les informations sur la ville de Québec sont tirées de Lemoine (1983) et Laflamme (1999).

9. Le concept d'égout domestique actionné par l'eau courante date de 1842. Élaboré en Angleterre, il ne sera efficacement appliqué en Amérique du Nord que dans le dernier tiers du 19^e siècle, les premières tentatives d'égout par drainage naturel ayant connu des succès très variables (Perterson, 1979). Il toutefois faut noter que la ville de Québec embauche dès 1847 un ingénieur civil de Boston, qui possède déjà quelques kilomètres d'égout (très inefficace par ailleurs), pour planifier l'aqueduc municipal.

meilleures conditions de travail) ont aussi sans aucun doute ralenti de manière importante la diffusion des innovations sanitaires¹⁰.

Comment observer l'effet des réactions tant individuelles que collectives visant à contrer la maladie? Nous proposons, pour la ville de Québec, une stratégie en trois points qui pourrait permettre d'y arriver. D'abord en créant des bases de données individuelles et familiales qui associent les informations tirées des recensements, de l'état civil, des rôles d'évaluation et des annuaires locaux de façon à marier et localiser les données sur les individus et les ménages (sexe, âge, profession, ethnie, religion, scolarité), les caractéristiques du logement (dimensions, nombre de pièces, coût, eau courante, égout) et les événements démographiques (mortalité). Ensuite en reconstituant à échelle fine la mise en place des infrastructures sanitaires (évolution spatiale des réseaux d'aqueduc et d'égout) et des services de santé. Enfin, en combinant les deux ensembles pour effectuer des analyses spatiales et chronologiques.

Une telle démarche met en relation diverses échelles sociales et spatiales et permet une étude large des populations urbaines du passé dans leurs rapports sociaux et dans leurs rapports à l'espace. Ainsi, il serait possible d'étudier non seulement la géographie sociale changeante de la ville à une échelle très fine (différenciation socioprofessionnelle, ethnique, composition des ménages, etc.) ou d'examiner les différences sociales et culturelles des comportements démographiques, mais aussi de saisir l'effet des améliorations apportées aux services de santé et à l'environnement urbain. Par exemple, nous pourrions, pour attester du recours aux services médicaux, effectuer des analyses de la mortalité en fonction de la proximité des ressources en santé (médecin, hôpital, dispensaire, bureau d'hygiène). À l'échelle du ménage, nous serons en mesure d'observer l'évolution et l'impact sur la mortalité du taux de pénétration de l'aqueduc et de l'égout. Toujours en rapport avec la mortalité, nous pourrions explorer les effets de la proximité de diverses activités industrielles. À une échelle plus globale, l'étude des règlements municipaux, des budgets de la ville (dépenses consacrées à l'hygiène du milieu ou à la santé), des améliorations majeures au système d'aqueduc ou de la création de services particuliers peut mettre en lumière des points d'inflexion dans l'évolution de la mortalité. Les résultats attendus donneront une lecture plus nette de la ville. Le chantier est toutefois vaste, mais emballant.

10. Les améliorations sanitaires ont sûrement eu d'autres conséquences, mais qui semblent moins connues. En effet, la lutte contre les risques environnementaux (services d'aqueduc et d'égout surtout) améliorerait aussi la qualité de vie domestique, modifiant sans doute le rapport à l'espace intime. La notion de confort prenait un autre sens: il n'était plus besoin d'aller à l'extérieur pour faire ses besoins; l'abandon du pot de chambre rendait l'atmosphère nocturne plus agréable; l'espace occupé par la fosse d'aisance pouvait servir à d'autres fins (jardin, jeux, rangement). De plus, on peut se demander dans quelle mesure la sociabilité domestique a été affectée par l'ajout d'une pièce à celles existantes. Servant aux besoins intimes, elle créait une distance minimale entre l'individu et le reste de la famille à l'intérieur de la maison.



Housing as an Urban Resource

Text by Richard Harris¹¹

This short text sketches why I think housing is important. I argue that housing does not simply reflect or express the diverse circumstances of urban populations, but that it constitutes a significant resource. To some extent this argument is based upon past research — my own and others' — although I have not included bibliographic references. In many respects, however, the relevant research has not been undertaken. To that extent my argument is partly speculative, and implies a research agenda.

We are accustomed to thinking of housing as perhaps the most significant, and certainly the most visible,

expression of the changing and variable circumstances of urban residents. Thus, for example, it is conventional to assume that the physical character, and the commercial value, of dwellings reflect the economic situations of their occupants. Historically, as these circumstances have (generally) improved, dwellings became larger, better-built, and/or better serviced and equipped¹².

11. Richard Harris est professeur à l'École de géographie et de géologie de l'Université McMaster.

12. I am simplifying. Bigger is not always better. In the early twentieth century, middle class homes became better-equipped but smaller, largely because of the declining availability and use of domestic servants.

In social terms, at any moment in time, we can ‘read’ a good deal about the prosperity of a family from the type of home that it occupies — the size of dwelling, facilities, style, and location. Housing tenure, too, is often seen to reflect socio-economic situation. It embodies, and provides a clue to, wealth; as rates of owner-occupation have increased over time they have denoted rising prosperity (or, during the 1890s and the 1930s, the opposite); as owner-occupation has typically increased towards the urban fringe it reveals, above all, the geography of land values. Of course, if we transfer modern expectations too incautiously into the past we can make mistakes. For example, it would appear that, until at least the turn of the century, many affluent households preferred to rent rather than to own their homes, perhaps because they reckoned that they could make more profitable investments elsewhere. We should not make the modern assumption that their tenure status was a guide to their income or wealth. But in general it is clear that we can say much about the past lives and circumstances of urban residents from the housing that they occupied.

But housing is more than a mere reflection of urban lives and circumstances; it determines opportunity for it is a resource. This fact has not been generally appreciated, although in at least some respects it can quite readily be documented. Accordingly, in the remainder of my comments I would like to suggest some of the more important ways in which households used housing as a resource in the late nineteenth and early twentieth centuries. Since the character of housing was bound up with the provision of public services, and the character of both varied geographically in this period, my comments sometimes touch upon the provision of public services and upon the evolving social geography of urban areas.

Housing as a Resource

One of the more obvious ways in which urban residents used housing as a resource may be highlighted by contrasting the opportunities of owner-occupiers and renters. We have learned to regard owner-occupation as an investment, and a large literature has discussed the extent to which ownership offers long-term financial advantages over tenancy. In recent decades such advantages have depended upon the inflation of property values and an income tax system that favours owners. Until the Second World War neither factor played much role in the housing market, but ownership had other advantages. Owners were much better able to adapt their dwelling

to their changing needs, either by building additions to accommodate growing families, or by subdividing homes so as to generate income from boarders or tenants. At the extreme — and this is something that I have documented myself — those who purchased vacant land were often able to turn themselves into owner occupiers by building their homes, literally with their own hands. In such ways, home ownership offered significant opportunities for people to supplement wage income with sweat equity.

For both owners and renters, the most common form of unwaged work was domestic labour. Following the work of one — or it may now be two — generations of feminist historians, it is clear that dwellings have always been important sites of unpaid domestic work. The dwelling is not merely a commodity to be purchased (or rented) and then consumed, but must also be viewed as a tool of the homemaker’s trade. Like any tool its size and design, coupled with the availability of service such as piped water, gas, and electricity, make an enormous difference to the time and effort required for routine domestic tasks, notably cooking and cleaning. The performance of such tasks, their integration into the domestic division of labour, and their significance for family life, has usually been examined by social and family historians, often in abstraction from their enactment in specific dwellings. We need to know much more about how housework and dwellings interact, but it is surely clear that this relationship mattered.

Although dwellings were the site and object of a good deal of unwaged work, they also made a possible for families to generate cash income. The most generally significant source of such income were lodgers. From the work of social historians such as Bettina Bradbury, the prevalence of lodging in late nineteenth century cities is widely appreciated. Even so, we have only an approximate idea of the sums of money involved, and the changing combination of services that lodging arrangements typically included. Lodging was a resource for hosts who could thereby augment wage income. This was especially important for women, as a supplement to family income, as an independent source of income or, in the case of widows, as a livelihood. Revenue from lodgers was often critical during economic downturns, when it could even substitute for wage income. (Rates of lodging increased during the 1930s although not, it seems, during the depression of the 1890s). Lodging was also useful for lodgers, who otherwise might not have been able to afford a place to live. Sometime, however, people chose to lodge even though they might have afforded to rent.

Quite generally in Canada until the 1950s, and in certain immigrant communities to this day, lodging has been a strategy adopted by younger couples who are intent on saving for a downpayment.

Homes were also used as places to earn wage income. Women not only took in lodgers but also industrial homework. We do not know how common this practise was, how much money was typically involved, or how domestic space was rearranged to accommodate such work. It is worth noting, however, that such arrangements could be important not only for the families in question but also, in some cases, for the development of whole industries. In the case of the garment industry in Toronto, for example, Dan Hiebert has shown that homework (or “outwork”) was common, and that merchants, garment manufacturers, and domestic outworkers functioned in a close symbiosis. Doubtless the same was true in other cities, notably Montreal.

Houses were not only places of paid employment but also, in significant ways, sources of income in their own right. Until at least World War I, most dwellings were tenant-occupied and hence landlord-owned. By comparison with the situation in Britain, we know very little about who landlords were in urban Canada, but research by David Burley and by Richard Dennis suggests that they were diverse. Most owned few properties, and seem to have derived most of their income from other sources. For example, it was probably quite common for families to retain ownership of property that they had vacated. Thus many urban residents owned a property or two, though not necessarily the one that they occupied. Many also derived income from investments in real estate. Land speculation was rife in most Canadian cities, especially in areas and periods of rapid growth, and a wide variety of people participated. An equally large number of people held mortgages. My own research has shown that until the 1950s, most mortgages on urban dwellings in Canada were held by private individuals, not by lending institutions. Available research indicates that mortgagees themselves were very diverse in their social composition and background, and that they included a disproportionate number of women. Whether as owner-occupiers, landlords, land speculators, or mortgagees, then, a very substantial proportion of urban residents would have viewed housing as a significant economic resource.

Historical Trends and Geographical Patterns

The character of housing as a resource has evolved, and has always varied from district to district within the urban area. The growth of homeownership extended the opportunities for households to adapt their housing space, and to invest sweat equity. To some extent this has been limited by the introduction, elaboration, and enforcement of building regulations, which have made it more difficult for amateurs to build. As rising prosperity has made it possible for a growing proportion of families and individuals to maintain their own household, lodging has not only become much less common, but has become stigmatised and regulated. It is now more difficult for people to have recourse to this option. As homeownership rates increased in the first thirty years of this century, proportionately fewer people derived income from tenants. In most of these respects, however, the critical changes happened after 1945. Although reformers around the turn of the century discouraged families from taking in lodgers, in fact many continued to do so until the 1950s. Again, building regulations were probably quite strictly enforced in many cities by World War I, but the situation in many suburbs remained lax until the 1950s. As a result, owner-building remained a viable option for those with limited incomes and few construction skills, and indeed underwent a brief resurgence in the late 1940s. Then, too, it was only after the National Housing Act of 1954, which allowed the chartered banks to make loans that were secured on real property, that the balance of mortgage lending shifted decisively away from private individuals. For much of the period 1870-1930, the manner in which housing was important as a resource probably did not change a great deal.

In that context, geographical variations within and between urban areas were probably more substantial than changes over time. Homeownership rates varied enormously from city to city. The most striking local contrast was between Toronto and Montreal. By the 1920s a clear majority of households in the Toronto urban area owned their own homes, while the equivalent proportion in Montreal was less than a quarter. Prospects for investing sweat equity, or for deriving income from rent, therefore varied enormously. In most decades, and especially after the turn of the century, the growth of Ontario and western cities was more rapid than of cities in Quebec or the Maritimes. As a result, the

opportunities for speculative and mortgage investments were correspondingly greater there.

Within every city, there were systematic variations in the types of resources offered by housing in different districts. Typically, dwellings in older, central districts offered better opportunities for deriving income from lodgers. In many cities, older homes were often large enough to accommodate more than one family; in almost every city employment opportunities were concentrated close to the centre and so it was easier to find prospective lodgers in centrally-located neighbourhoods. Then, too, houses in such districts were among the first to receive basic services, notably piped water and sewers, which made it easier to cook and clean not only for family members but also for paying guests. Higher rates of tenancy, however, tended to limit the opportunities for investing sweat equity in central neighbourhoods. This was especially true in cities such as Montreal (and later, to a lesser extent, Winnipeg) that contained a significant number of multi-unit dwellings.

The resources offered by suburban homes were rather different, although they too varied a good deal from one suburb to another. Suburban homes were typically located further from major centres of employment¹³, while suburban homes built after 1900 tended to be comparatively small. For both reasons, the suburban opportunities to take in lodgers were limited. From about the 1880s onwards, most middle class suburbs were serviced, but as late as the 1920s many working-class suburbs saw a good deal of construction before basic municipal infrastructure was provided. As a result, and for a number of years, keeping house in the poorer new suburbs was hard work. At the same time, low taxes and tax regulation offered families with quite low incomes exceptionally good opportunities to invest sweat equity by building their own homes.

Conclusion

It seems likely that the contrast between the types of resources offered by city and suburban dwellings was widening steadily in the late nineteenth century, and reached its greatest extent in the early years of the twentieth. It would certainly appear that the contrast in municipal regulation was greatest in this period. By the 1920s cities were providing basic services to virtually all dwellings, while they were enforcing quite comprehensive building regulations, together with nascent zoning. Affluent suburbs too were serviced and regulated, but a great many fringe districts still offered cheap land, little regulation, and low taxes. In that era urban residents, and especially those with modest savings and incomes, faced significant choices: they could occupy cramped quarters in the city, sharing space with lodgers but enjoying short commutes, or move to more spacious suburban living with greater privacy, but with longer commutes and a long day's labour, as women struggled to keep house while men worked evenings and weekends to complete the home. There may never have been a time when large numbers of urban Canadians were able to use the housing resource in such diverse ways.

The nature and extent of such choices varied greatly on a regional and local basis. We know rather more about some places (eg. Hamilton, Toronto, Montreal) than others (eg. Halifax, Quebec City, Calgary); we also know more about certain types of places (notably, the larger urban centres) than smaller cities and towns. Our understanding of housing as a resource is based chiefly upon local case studies, and at the national level we do not understand any aspect of these choices very well. Still, we know more about some issues (eg. boarding; owner-building) than others (industrial homework, landlordism, and mortgage investment). These observations implies research priorities that can be defined in terms of place and topic. What is more important, however, is that we strive to see housing as a resource, and recognise that the associated work and investment strategies were part of a complex and changing menu of options for urban residents.

13. A good deal of residential construction followed industry into fringe districts throughout the late nineteenth and early twentieth centuries. Thus it was possible for some suburban workers to have short commutes. In general, however, industrial suburbs offered a limited range of jobs, and hence less dependable employment prospects. Many lodgers may have preferred to live downtown and keep their employment options open.

Résumés des présentations et des discussions lors de l'atelier

Texte de Valérie Laflamme



Titre de la conférence

Montreal's Infant Cohort of 1899

Conférencières **Patricia Thornton** et **Sherry Olson**

Résumé

L'objectif de Thornton et Olson est de comparer les taux de mortalité infantile des trois plus grandes communautés culturelles de la ville de Montréal (Canadiens français, Irlandais catholiques et anglo-protestants) selon trois cohortes de naissance (1859, 1879 et 1899) pour en dégager les facteurs explicatifs. Elles veulent ainsi étudier les naissances et décès dans la ville de Montréal au moment où l'industrialisation bat son plein. Sachant que la ville s'agrandissait, que sa population devenait de plus en plus dense, et aussi que la qualité du milieu se détériorait, Thornton et Olson prévoient observer dans la troisième cohorte une expression plus forte des contraintes environnementales. Elles prévoient aussi que la mortalité infantile serait plus élevée dans les classes inférieures. Contrairement à leurs attentes, les auteures ont constaté que la mortalité infantile variait beaucoup plus en fonction des affiliations culturelles que de la classe sociale. De fait, elles ont observé une interférence entre les contraintes environnementales (densité de la population, mauvaises conditions sanitaires et hygiéniques) et les pratiques culturelles. Il semble que les trois communautés culturelles aient déployé des stratégies différentes en matière de mariage, de modes de résidence, d'alimentation et d'espacement des naissances (par l'allaitement prolongé surtout). Les différences culturelles les plus significatives dans le cas de la mortalité infantile sont les pratiques d'alimentation des enfants et nouveaux nés.

Discussion

La discussion qui suivit la présentation de Thornton et Olson porta principalement sur les limites méthodologiques qu'impose leur étude et sur les moyens utilisés pour pallier à ces contraintes. D'abord, les échantillons retenus pour chacun des trois groupes culturels sont trop petits pour pouvoir déterminer de manière significative l'effet de classe sur la mortalité infantile. Conscientes de cette limite, Thornton et Olson envisagent retravailler

leur recherche en fonction d'un plus grand échantillon. St-Hilaire avance l'idée qu'il serait possible que l'effet de classe ne se fasse sentir qu'à partir du XX^e siècle. Aussi, il fut soulevé par Marcoux que la traduction des recensements porte à confusion lorsqu'il est question du nombre de personne par pièce. De fait, en comparant la version française et la version anglaise du tableau 2 du recensement de 1901, on constate que le terme « room » est traduit par le terme « chambre ». Or, en anglais le terme « room » se traduit par « pièce », et non par « chambre ». Dans l'étude de la densité du logement en fonction du groupe culturel, il faudra tenir compte de cette subtilité – et de voir si la même ambiguïté se serait produite dans les recensements précédents – avant de conclure que les Canadiens français vivaient dans des résidences plus denses et que ce facteur expliquerait les hauts taux de mortalité infantile présents chez les Canadiens français.

Titre de la conférence

Le rôle économique des membres du ménage: la place des enfants



Conférencier **Richard Marcoux**

Résumé

Partant de la constatation d'Henripin, qui note que «curieusement» à la fin du XIX^e siècle les taux de fécondité des femmes de la région de Québec seraient plus élevés que ceux de leurs voisines de Montréal, Marcoux propose d'étudier les facteurs qui auraient favorisé les familles nombreuses dans la ville de Québec. La communication de Marcoux a comme objectif de poser les balises d'une problématique de recherche qui proposerait une explication de la «curiosité» de la fécondité dans la ville de Québec à la fin du siècle dernier et au début du XX^e siècle.

Pour ce faire, l'auteur combine deux approches: soit la sociologie du travail et la sociodémographie de la famille. Marcoux lie deux champs de recherche – l'un qui étudie la répartition du travail et son articulation, et l'autre qui étudie la composition des ménages et ses variations dans le temps et l'espace–, pour étudier le rôle de l'enfant à l'intérieur du ménage. Ceci lui permet d'étudier le travail des enfants et la fréquentation scolaire dans la ville de Québec en les mettant en relation avec les conditions permettant le maintien des hauts taux de fécondité. L'hypothèse voulant que dans certains ménages la fréquentation scolaire des enfants ait un impact sur le nombre des membres qui participent aux activités de subsistance du groupe est ainsi avancée. Pour être vérifiée, cette hypothèse demande toutefois l'étude de l'organisation du travail au sein de la famille à partir des données nominatives des recensements de l'époque. Par le fait même, les caractéristiques qui font que les enfants fréquentent ou ne fréquentent pas l'école peuvent alors se dégager.

travaillant à l'usine ou à la maison. Marcoux fut ensuite interrogé sur les limites qu'imposaient les données de recensement et sur les solutions envisagées pour palier à ces lacunes. Entre autres, il fut question de la sous-représentation dans les données du recensement, du nombre de femmes et d'enfants qui travaillaient. Pour remédier à cette carence, Marcoux suggère de combiner les données nominatives des recensements à d'autres sources de données, telles les archives des commissions scolaires ou des entreprises.

Discussion

Les échanges portèrent sur deux thèmes principaux. D'abord, il fut question de la combinaison école-travail par plusieurs enfants au début du siècle. À cet effet, Roby soulève l'importance de considérer le fait que plusieurs enfants fréquentent l'école de manière sporadique tout en



Titre de la conférence

Migration and Urbanization: Some historical Geographical Insights

Conférencier **Randy William Widdis**

Résumé

À caractère théorique, cette étude vise à mettre en lumière le phénomène de la migration rurale-urbaine à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, et les débats qu'elle engendre. Insérant la migration dans le contexte de l'industrialisation et de la modernité, Widdis montre que le paradigme de la modernisation, jusqu'alors dominant en sciences humaines, occulte et pervertit la compréhension des phénomènes sociaux en supposant une rupture entre le monde rural et urbain, et entre les affiliations culturelles et politiques de la société de départ et de la société d'accueil. L'auteur remet aussi en cause la conceptualisation de la mobilité comme une variable dépendante du changement. Il propose d'en faire aussi une variable indépendante, ce qui ferait de la mobilité un acteur de changement autant qu'une résultante de ce changement. Widdis met aussi en garde le chercheur s'intéressant aux questions de migration en rappelant que la compréhension des causes et conséquences de la migration rurale-urbaine est limitée dans un premier temps par les sources d'informations disponibles, et dans un second temps, par le discours nationaliste de l'époque qui percevait la migration comme une menace pour la nation.

La communication de Widdis porta principalement sur les informations qu'offrent les «boarder crossing records» pour la compréhension du phénomène de migration des Canadiens anglais vers les États-Unis, et sur les processus d'assimilation et d'intégration en sol étatsunien. Ainsi, Widdis soutient l'hypothèse que les Canadiens anglais qui ont émigré aux États-Unis ne se sont pas assimilés aussi bien que l'on pourrait le supposer.

Discussion

À la suite de cette communication, il fut question des caractéristiques et des trajectoires des émigrants. Widdis expliqua qu'à partir des actes de naturalisation

(*naturalization records*) américains il est possible de conclure que la plupart des Canadiens anglais qui émigrent aux États-Unis et qui sont naturalisés sont des Ontariens de deuxième et de troisième génération. Cette affirmation contredit le mythe généralement entretenu voulant que les Canadiens anglais émigrés en sol américain soient de récents arrivants au Canada. De plus, il semblerait que la migration de retour des Canadiens anglais vers leur terre natale est plus importante que ne le laisse supposer le discours de l'époque. La peur de la saignée démographique se traduit par l'incitation à la colonisation du Manitoba. Une telle politique trouve son équivalent au Québec, où les politiciens et le clergé incitent les Canadiens français à coloniser les terres du Saguenay, ou du Témiscamingue, plutôt que de se rendre aux États-Unis.

À propos des trajectoires de migration, Widdis explique que beaucoup d'émigrants paysans quittent leur terre pour aller travailler à la ville le temps d'accumuler suffisamment de numéraire pour faire l'acquisition d'une nouvelle terre ou de machinerie ou, encore, pour rembourser des dettes. En cela, nous supposons que la migration des Canadiens anglais pourrait ressembler à celle des Canadiens-français telle que décrite par Bouchard (*Quelques arpents d'Amérique*) et Ramirez (*On the Move: French Canadian and Italian Migrants in the North Atlantic Economy, 1860-1914*).

Titre de la conférence

L'environnement urbain : infrastructures sanitaires et services de santé



Conférencier **Marc St-Hilaire**

Résumé

Voulant connaître les conditions qui menacent et qui favorisent la reproduction des familles en milieu urbain à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle à Québec, St-Hilaire propose d'étudier les modifications des conditions sanitaires ayant eu un impact sur la descendance finale des couples. Constatant que la croissance industrielle amène avec elle une augmentation de la pollution, St-Hilaire passe en revue les risques environnementaux – principalement biologiques – qui existent en milieu urbain. De cet aperçu se dégage le fait que les maladies ne frappent pas de façon aléatoire et que de nombreux facteurs, tels le quartier, la proximité des usines et manufactures et la densité de l'espace résidentiel peuvent avoir une incidence sur les risques de contagion. Ensuite, l'auteur étudie les réactions institutionnelles, collectives et individuelles face aux menaces qu'engendrent les mauvaises conditions sanitaires. Ce faisant, il est constaté que les mesures sanitaires et hygiéniques prises par les autorités municipales et médicales sont souvent inefficaces pour contrer la propagation des contagions. Enfin, l'auteur propose des pistes méthodologiques qui permettraient de capter les interactions existant entre la population urbaine de Québec et son environnement.

Discussion

La discussion qui suivit la présentation de St-Hilaire a porté principalement sur les limites qu'imposaient les archives et les données accessibles. De fait, il fut rappelé que, même si les rôles d'évaluation municipaux de l'époque pouvaient indiquer que les ménages étaient branchés au réseau d'aqueduc, il ne fallait pas supposer que l'eau était nécessairement moins contaminée. St-Hilaire supporte cet argument et souligne qu'il était fréquent au début du XX^e siècle que les rejets d'égout soient situés à proximité des sources d'aqueduc. Comme le souligne St-Hilaire, le simple fait de savoir si des ménages sont reliés au réseau d'aqueduc et d'égout ne suffit pas pour conclure que la qualité de l'eau est meilleure. Aussi, il fut

soulevé par Harris, qu'à Toronto, l'écart entre le temps d'installation des réseaux d'aqueduc et le temps de leur utilisation était d'un minimum de deux ans. Cette remarque laisse supposer qu'une situation connexe peut être observée dans la ville de Québec où, comme St-Hilaire l'expliquait, l'installation du réseau fut interrompue à de nombreuses reprises par de multiples embûches.

Il fut suggéré à St-Hilaire de prendre en compte les différences culturelles de langue et de religion pour voir si les mesures hygiéniques et sanitaires variaient selon la perception du corps. Thornton suggéra aussi d'observer si la mortalité infantile est plus élevée dans les quartiers situés à proximité des abattoirs et des tanneries qui, à l'époque, étaient probablement les plus grands pollueurs de la ville. De son côté, Olson propose de chercher à quel moment de l'année et, dans quelle mesure, la ville était nettoyée. Pour ce faire, elle lance l'idée que des archives pourraient informer sur les quantités de savon qui étaient vendues dans la ville.



Titre de la conférence

Housing as an Urban Resource

Conférencier **Richard Harris**

Résumé

Richard Harris soutient la thèse que la résidence ne fait pas que refléter ou exprimer les caractéristiques des populations urbaines, mais qu'elle constitue une source de revenu considérable qui révèle l'usage qui est fait du lieu de résidence. Les multiples fonctions du lieu de résidence sont ainsi mises en évidence : hébergement des pensionnaires, travail non rémunéré, travail rémunéré, sous-location. Pour Harris, l'étude du logement et de ses composantes permet de comprendre les modes de vie des populations urbaines. De l'étude d'Harris se dégage le fait que les propriétaires qui occupent leurs logements sont en mesure d'adapter leur résidence en fonction du contexte économique et familial. Harris note aussi l'importance de tenir compte du milieu et du quartier pour étudier les modes de résidence. C'est ainsi qu'il observe qu'à Toronto deux tendances en matière de logement dominant. Au centre-ville la majorité de la population est locataire compte tenu du fait que la densité est élevée, que les services municipaux sont accessibles, et que les coûts des logements sont élevés. En périphérie de la ville (dans les banlieues), puisqu'il n'y a pas de règlements relatifs à la construction résidentielle et que les services d'aqueduc et d'égouts ne sont pas offerts, le coût de la construction est faible, et par le fait même, la majorité des résidents sont propriétaires.

Discussion

La discussion animée par Harris à la suite de sa présentation porta principalement sur les modes de vie et les conditions des personnes qui vivent en milieu urbain et en périphérie des centres-ville. D'emblée, il fut question de l'hébergement des pensionnaires. Sont-ils des parents des personnes qui les hébergent ou des étrangers? S'ils sont étrangers, est-ce qu'ils sont de la même origine ethnique que la famille? Harris, qui étudie les modes de résidence à Toronto, soutient que la majeure partie des pensionnaires était composée d'individus n'ayant pas de liens de parenté et n'appartenant pas au même groupe

que les ménages qui les hébergent. À cette affirmation, Olson s'oppose disant qu'à Montréal les données tendent à indiquer que les pensionnaires ont des liens de parenté et des affinités culturelles – même région ou pays d'origine, même lieu de travail, même religion qu'au moins un des membres du ménage – et que ce sont pour la plupart des amis ou des proches parents. Harris concède toutefois que l'on détient très peu d'information sur les pensionnaires de cette époque. Par contre, les personnes qui ont participé à la discussion se sont entendues sur le caractère temporaire et fluide des mouvements de pensionnaires, et sur le fait que l'hébergement est une stratégie d'adaptation amplement utilisée par les ménages des milieux urbains. Évidemment, l'hébergement de pensionnaires fait varier dans le temps la structure des ménages et s'adapte en quelque sorte au cycle de vie des familles.

Ayant constaté qu'à Toronto les pensionnaires logent surtout dans le centre de la ville, Marcoux pose la question à savoir si cette même tendance serait observée dans une ville comme Québec, et ce, malgré le fait que la population de cette dernière ne se soit pas accrue de la fin du XIX^e siècle au début du XX^e siècle. Harris suggère qu'il serait intéressant de voir comment les ménages s'adaptent au contexte économique et dans quelle mesure la densité d'une ville peut avoir un impact sur les modes de cohabitation.

Il fut aussi question des conditions sanitaires en milieu urbain. St-Hilaire s'interroge à savoir dans quelle mesure les banlieues – qui par définition ont une plus faible densité de population – offrent de meilleures conditions de vie aux familles qui les habitent. Harris répond qu'il est probable que la plus faible densité des banlieues puisse composer un avantage, mais il rappelle que, si l'eau courante n'y est pas accessible, les risques de contagion augmentent.



Bibliographie

Le rôle économique des membres du ménage: la place des enfants

Texte de Richard Marcoux

- AGHAJANIAN, Akbor (1979), « Family Economy and Economic Contribution of Children in Iran: an Overview », *Journal of South Asian and the Middle Eastern Studies*, vol. III, n° 1, p. 20-31.
- ANKER, Richard (1983), « L'activité de la main-d'oeuvre féminine dans les pays en développement: examen critique des définitions et des méthodes de collecte des données », *Revue Internationale du travail*, vol. 122, n° 6, p. 761-777.
- BARRÈRE-MAURISSON, Marie-Agnès (1992), *La division familiale du travail*, Paris, Presses Universitaires de France, 251 p.
- BRADBURY, Bettina (1995), *Familles ouvrières à Montréal*, Montréal, Boréal, 368 p.
- CAIN Mead T. (1977), « The Economic Activities of Children in a Village in Bangladesh », *Population and Development Review*, vol. 3, n° 3, p. 201-227.
- CLAIRIN, R. et J. CHARMES (1988), « La collecte des données sur l'emploi et l'activité », *De l'Homme au chiffre. Réflexion sur l'observation démographique en Afrique*, Paris, n° 1, p. 281-300, coll. « Les études du CEPED ».
- DE TRAY, Dennis (1983), « Children's Work Activities in Malaysia », *Population and Development Review*, vol. 9, n° 3, p. 437-455.
- DI MEO, G., J.P. JAMBES et R. GUERRERO (1985), *Dynamique socio-énergétique à Dakar*, Dakar, ENDA, n° 100-101-85, 98 p., Série « Études et Recherches ».
- DROUIN, F. (1990), « La population urbaine de Québec, 1795-1971 », *Cahiers québécois de démographie*, vol. 19, n° 1, p. 95-11.
- FOLBRE, Nancy (1988), « The Black Four of Hearts: Toward a New Paradigm of Household Economics », *A Home Divided: Women Income in the Third World*, Stanford, Stanford University Press, p. 248-262.
- GAUDREAU, Marco et Richard MARCOUX (1996), *La fréquentation scolaire québécoises de 1861 à 1931: recension des données censitaires disponibles*, ronéo, 10 p.
- GRAWITZ, Madeleine (1994), *Lexique des sciences sociales*, Paris, Dalloz, 402 p.
- HAMEL, Thérèse (1984), « Obligation scolaire et travail des enfants au Québec: 1900-1950 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 38, n° 1, p. 39-58.

- HARE, J., M. LAFRANCE et D. TRUDEL (1987), *Histoire de la ville de Québec, 1608-1871*, Montréal Boréal, 399 p.
- HENRIPIN, Jacques et Yves PÉRON (1973), «La transition démographique de la Province de Québec», *La population du Québec: Études rétrospectives*, Montréal, Éditions Boréal Express, p. 23-44.
- HENRIPIN, Jacques (1989), *Naître ou ne pas être*. Québec, IQRC, 141 p.
- JEAN, Dominique (1989), «Le recul du travail des enfants entre 1940 et 1960: une explication des conflits entre les familles pauvres et l'Etat providence», *Labour/Le Travail*, n° 24, p. 91-129.
- KAMUZORA, C.L. (1984), «High Fertility and the Demand for Labour in Peasant Economies: The Case of Bukoba District, Tanzania», *Development and Change*, vol. 15, p. 105-124.
- KEMPENEERS, M. et M.H. SAINT-PIERRE (1989), «Discontinuité professionnelle et charges familiales: regards sur les données canadiennes», *Cahiers québécois de démographie*, vol. 18, n° 1, p. 63-86.
- LE BOURDAIS, C., P.J. HAMEL et Paul BERNARD (1987), «Le travail et l'ouvrage. Charge et partage des tâches domestiques chez les couples québécois», *Sociologie et Sociétés*, vol. 19, n° 1, p. 37-56.
- LEEBLAIR, S. et M.D. JOHNSON, (1992), «Wives Perceptions of the Fairness of the Division of Household: The Intersection of Housework and Ideology», *Journal of Marriage and Family*, vol. 54, p. 570-581.
- LEVISION, Deborah (1989), «Family Composition and Child Labor: Survival Strategies of the Brazilian Poor», texte d'une communication présentée la réunion annuelle de la Population Association of America, Washington, 1989, ronéo, 35 p.
- MAINBOURG, Evelyne (1986), *Manger et boire à Bamako (Mali)*, Thèse de Doctorat, Université François Rabelais, Tours, 420 p.
- MARCOUX, R. et M. ST-HILAIRE (1996), *Transition démographique et urbanisation à Québec, 1871-1901: exposé du projet*. Chicoutimi, Institut interuniversitaire de recherches sur les populations (IREP), octobre.
- MARCOUX, Richard (1994), «Des inactifs qui ne chôment pas: une réflexion sur le travail des enfants en milieu urbain au Mali», *Travail, capital et société*, vol. 27, n° 2, p. 226-319.
- MARCOUX, Richard (1995), «Fréquentation scolaire et structure démographique des ménages en milieu urbain au Mali», *Cahiers des Sciences humaines*, vol. 31, n° 3, p. 655-674.
- MARCOUX, Richard (1998), «Entre l'école et la calebasse. Sous-scolarisation des filles et mise au travail à Bamako», *L'école et les filles en Afrique*, sous la direction de Marie-France Lange, Paris, Karthala, p. 73-96.
- MASON, Karen Oppenheim et V.T. PALAN (1981), «Female Employment and Fertility in Peninsular Malaysia: Maternal Role Incompatibility Hypothesis Reconsidered», *Demography*, vol. 18, n° 4, p. 549-575.
- MARSHALL, Dominique (1998), *Aux origines sociales de l'État-providence: Familles québécoises, obligation scolaire et allocations familiales*, Montréal, PUM, 317 p.
- NASDINELLI, Clark (1990), *Children Labor and the Industrial Revolution*, Indianapolis, Indiana University Press, 194 p.
- OPPONG, Christine (1988), «Les femmes africaines: des épouses, des mères et des travailleuses», *Population et sociétés en Afrique au sud du Sahara*, Paris, L'Harmattan, p. 421-440.
- PICHÉ, V. et J. POIRIER (1990), «Les théories de la transition démographique: vers une certaine convergence?», *Sociologie et sociétés*, vol. 22, n° 1, p. 179-192.
- PICHÉ, Victor et Jean POIRIER (1994), «Les approches institutionnelles de la fécondité», dans H. GÉRARD et V. PICHÉ, *La sociologie des populations*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal et AUPELF/UREF, P. 117-138.
- POIRIER, Jean, Victor PICHÉ et Ghyslaine NEILL (1989), «Travail des femmes et fécondité dans les pays en développement: que nous a appris l'Enquête mondiale de la fécondité», *Cahiers québécois de démographie*, vol. 18, n° 1, p. 159-184.
- RODGERS, G. et G. STANDING (1981), «Le rôle économique des enfants dans les pays à faible revenu», *Revue internationale du travail*, vol. 120, n° 1, p. 35-55.

- RONDEAU, Chantal (1989), « Les restauratrices de la nuit à Bamako (Mali) », *Travail, capital et société*, vol. 22, n° 2, p. 262-287.
- SALADIN D'ANGLURE, Bernard (1986), « Du foetus au chamane: la construction d'un "troisième sexe" inuit », *Études inuit*, vol. 10, nos 1-2, p. 25-113.
- SCHILDKROUT, Enid (1978), « Changing Economic Roles of Children in Comparative Perspective », *Marriage, Fertility, and Parenthood in West Africa*, Camberra, Australian University Press, p. 289-306.
- SCHILDKROUT, Enid (1979), « Women's Work and Children's Work: Variation among Moslems in Kano », *Social Anthropology of Work*, London, S. Wallman (ed.), A.S.A. Monograph 19, Academic Press, p. 69-85.
- SCOTT, Joan W. et Louise A. TILLY, (1975), « Women's Work and the Family in Nineteenth-Century Europe », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 17, n° 1, p. 36-64.
- TOVIESSI, J.-P., R. MALO et H. GAUTHIER (1983), « Historique de l'accroissement de la population du Québec », *Démographie québécoise: passé, présent, perspectives*, Québec, B.S.Q., p. 17-40.
- VOCK, Jane (1988), « Demographic Theories and Women's Reproduction Labor », *A Home Divided. Women Income in the Third World*, Stanford, Stanford University Press, p. 81-96.
- WAISNER, T.S. et R. GALLIMORE (1977), « My brother's Keeper: Child and Sibling Caretaking », *Current Anthropology*, vol. 18, n° 2, p. 169-190.

Migration and Urbanization: Some Historical Geographical Insights

Text by Randy William Widdis

- AKENSON, D. (1984), *The Irish in Ontario: A Study in Rural History*, Montréal and Kingston, McGill-Queen's University Press.
- BODNAR, J (1987), *The Transplanted: A History of Immigrants in Urban America*, Bloomington, Indiana University Press.
- HARRIS, R. and E. MOORE (1980), "An historical approach to the study of migration", *Professional Geographer*, vol. 32, n° 1, p. 22-29.
- KATZ, M (1975), *The People of Hamilton, Canada West*, Cambridge, Harvard University Press.
- KULIKOFF, A (1989), "The Transition to Capitalism in Rural America", *William and Mary Quarterly*, 3^e série, vol. 46, n° 1, p. 120-144.
- WHITE, P et R. WOODS (1980), "Spatial patterns of migration flows", dans P. WHITE et R. WOODS (sous la direction de) *The Geographical Impact of Migration*, Londres, Longmans.
- WIDDIS, R. (1998), *With Scarcely A Ripple: Anglo-Canadian Migration into the United States and Western Canada, 1880-1920*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press.
- WOODS, R. (1982), *Theoretical Population Geography*, Londres, Longmans.
- YEUNG, H.(1997), "Critical realism and realist method in historical geography: a method or a philosophy in search of a method?", *Progress in Human Geography*, vol. 12, n° 1, p.51-74.

L'environnement urbain : infrastructures sanitaires et services de santé

Texte de Marc St-Hilaire

- GOULET, Denis, Gilles LEMIRE et Denis GAUVREAU (1996), « Des bureaux d'hygiène municipaux aux unités sanitaires. Le Conseil d'hygiène de la province de Québec et la structuration d'un système de santé publique, 1886-1926 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 49, n° 4, p. 491-520.
- GUÉRARD, François (1998), « La formation des grands appareils sanitaires, 1800-1945 », dans N. Séguin (sous la direction de), *Atlas historique du Québec. L'institution médicale*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, p. 75-115.

BIBLIOGRAPHIE

- LAFLAMME, Valérie (1999), *Chronologie des mesures sanitaires adoptées par la ville de Québec entre les XVIII^e et XX^e siècles, Rapport de recherche dans le cadre du projet « Transitions démographiques et urbanisation : le cas de la ville de Québec (1871-1901) »*, Université Laval, ronéo.
- LEMOINE, Réjean (1983), « La santé publique : de l'inertie municipale à l'offensive hygiéniste », dans G.-H. Dagneau (sous la direction de) *La ville de Québec, histoire municipale. Volume IV : de la Confédération à la charte de 1929*, Québec, Société historique de Québec, p. 153-180.
- PETERSON, Jon A. (1979), « The Impact of Sanitary Reform Upon American Urban Planning, 1840-1890 », *Journal of Social History*, vol. 13, n° 1, p. 83-103.
- POUSSOU, Jean-Pierre (1992), *La croissance des villes au XIX^e siècle. France, Royaume-Uni, États-Unis et pays germaniques*, deuxième édition, Paris, Sedes.